

1791

-

1976

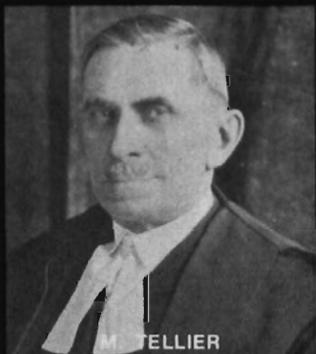


B. JOLIETTE



A. BARRETTE

LA REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE DE LA RÉGION DE JOLIETTE



M. TELLIER



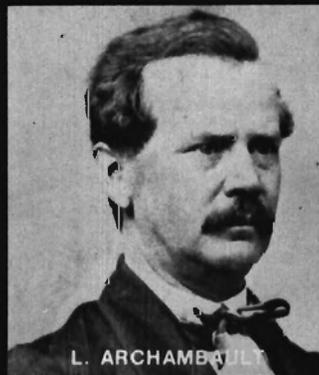
M. MASSE



C. BASTIEN

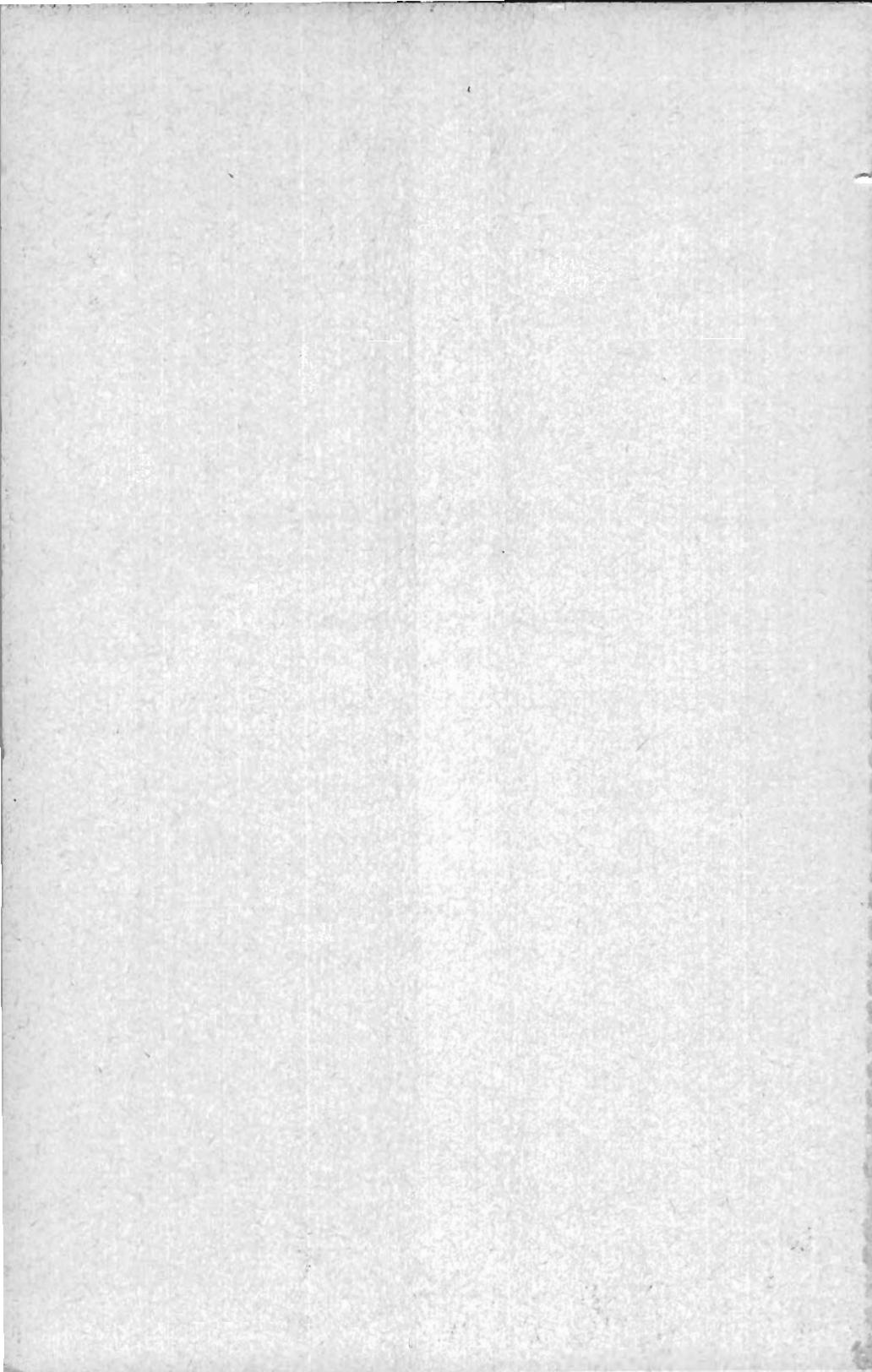


J.-F. DANIEL



L. ARCHAMBAULT

MARCEL
FOURNIER



**LA REPRÉSENTATION
PARLEMENTAIRE
DE LA
RÉGION DE JOLIETTE
1791-1976**

DU MÊME AUTEUR

L'historique de la région de Chertsey et du Lac Paré, 1972

Répertoire des noms géographiques du canton de Chertsey, cté Montcalm, 1973 (en collaboration)

Répertoire des mariages de la paroisse de Saint-Théodore de Chertsey, 1973 (en collaboration)

Rawdon: 175 ans d'histoire, 1974

Guide bibliographique Joliette-Lanaudière, 1976

**LA REPRÉSENTATION
PARLEMENTAIRE
DE LA
RÉGION DE JOLIETTE
1791-1976**

par

MARCEL FOURNIER
de la Société historique de Joliette

JOLIETTE
1977

Il a été tiré de cet ouvrage six cents exemplaires sur papier Rolland Offset. L'édition originale de ce volume est constituée des numéros 1 à 10 reliés.

Tous droits réservés, Marcel Fournier, 1977

**Dépôt légal - 4e trimestre, 1977
aux bibliothèques nationales du Québec et du Canada.**

**Imprimé sur les presses de l'imprimerie Serge Housseaux
de Joliette
ce 28e jour du mois de novembre 1977**

PRÉFACE

L'homme politique régional représente-t-il au parlement les intérêts des citoyens de sa circonscription ou au contraire est-il le porte-couleur de son parti?

Nous ne pouvons, en quelques lignes répondre à cette question d'autant plus que les matériaux de base permettant une connaissance certaine et détaillée de leur attitude n'ont pas encore été rassemblés. Pour sa part Marcel Fournier pose un premier jalon. Après avoir publié depuis quelques années des ouvrages portant sur la région De Lanaudière, il nous offre cette fois-ci la chronologie des élections générales et complémentaires.

C'est là un travail nécessaire. Il permettra une meilleure compréhension de notre coin de pays particulièrement de son aspect politique. Nous savons tous que Joliette fut représenté en 1960 par un député Premier Ministre du Québec, M. Antonio Barrette, mais combien réalise que ce n'était pas là un fait nouveau et que Louis-Olivier Taillon fut député de Montcalm et également Premier Ministre du Québec?

Mais derrière ces aspects anecdotiques, il y a la réalité des luttes. Autour des programmes, des hommes se regroupent, pour intérêt disent les uns, par idéologie répondent les autres. Ils choisissent leur candidat et se lancent dans la bataille selon des règles et des coutumes qui ont variées selon les époques.

Espérons que le livre de Fournier éveillera un désir de recherche dans ce domaine. Quel fut le cheminement sociologique de ces parlementaires? Quels étaient les thèmes de leur programme? Qu'ont-ils laissé à la région? Voilà des sujets de réflexion pour des publications à venir.

Vivre pleinement sa région, c'est puiser aux sources de son histoire, de son économie, de son environnement, une façon d'être.

L'histoire régionale est de première importance parce que c'est là que les hommes y vivent. Bien qu'influencée par les grands courants politiques, notre vie est le fruit de mille petits gestes, là intervient le milieu, la région.

Marcel Fournier ouvre un champ de recherche et nous devons l'en remercier.

MARCEL MASSE

PRÉSENTATION

L'idée de publier un guide biographique des députés de la région de Joliette n'origine pas d'une décision subite. Dans la plupart de nos monographies, j'ai souvent remarqué que les noms de nos représentants politiques étaient cités sans plus de détails; seuls les plus connus de nos politiciens avaient droit à de courtes biographies.

Bien sûr, dans une monographie, il n'est pas toujours possible de faire une recherche spécifique sur ces citoyens. Pour combler cette lacune, je me suis mis à la tâche afin de réaliser un tel guide.

Cette recherche n'a pas été facile; il fallait dépouiller un nombre impressionnant de documents d'archives, journaux d'époque et rapports gouvernementaux afin de trouver des détails intéressants. J'ai de plus scruté toutes les monographies locales et régionales depuis les premières jusqu'aux plus récentes. Cette recherche m'a permis de dresser des biographies inédites dans la majorité des cas.

Il n'était pas suffisant de présenter uniquement des biographies, il fallait exposer le cadre politique dans lequel ces hommes ont oeuvré.

Dans la première partie, je décris toute l'histoire parlementaire et politique de la région de Joliette. Dans la seconde je donne les biographies de tous les députés de la région joliettaise depuis 1792 à nos jours autant au niveau provincial que fédéral.

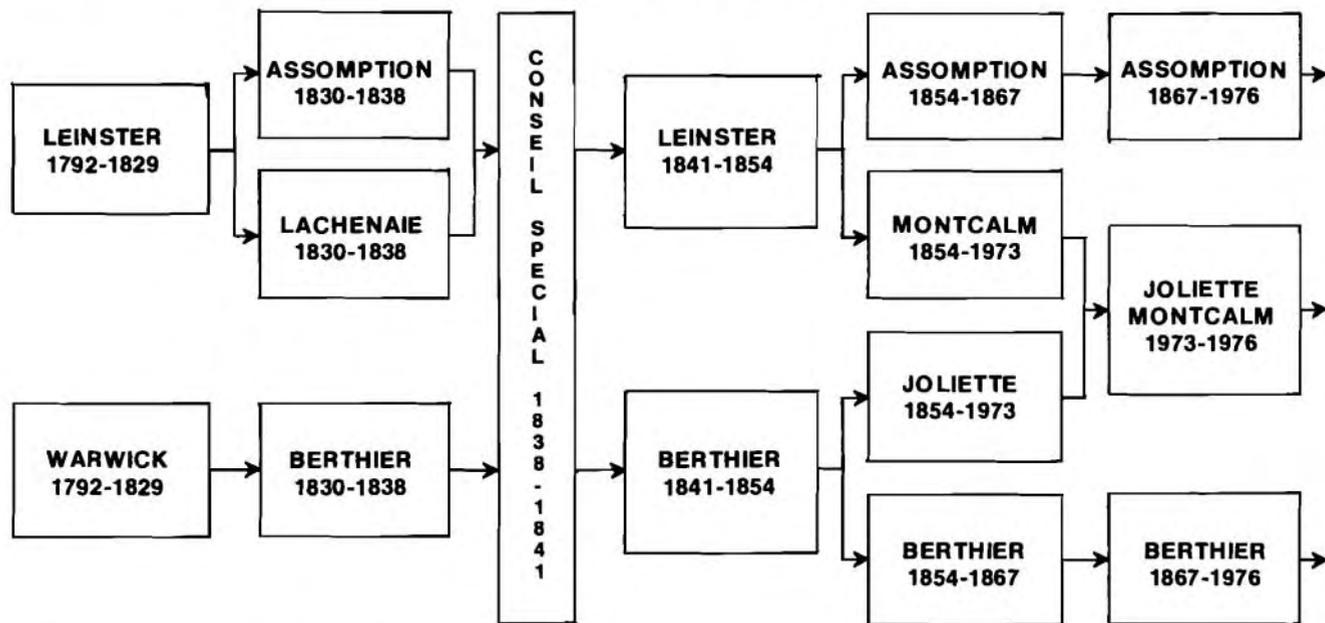
Pour en mieux comprendre l'évolution politique et territoriale, les deux tableaux qui suivent vous permettront de suivre dans le temps les principales étapes de notre histoire politique.

Enfin, mon souhait demeure celui que ce travail soit utile à tous les historiens, à ceux qui s'intéressent à notre histoire et à la généalogie.

**Lac Paré, Cté Montcalm,
le 19 septembre 1977**

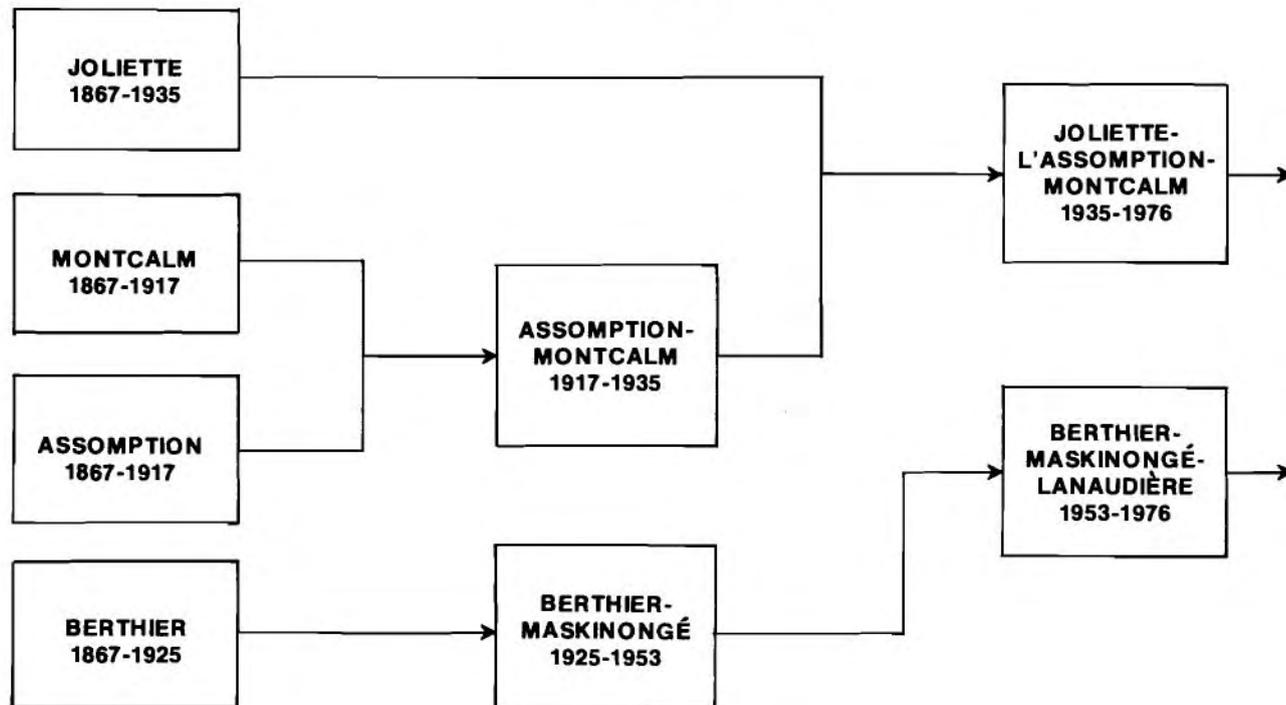
**MARCEL FOURNIER,
de la société historique
de Joliette.**

LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES DU QUÉBEC DE 1792 À 1976 RÉGION DE JOLIETTE



NOTE: Cette nomenclature se rapporte uniquement aux noms des comtés, non pas aux territoires. Les modifications de territoires ont été apportées en 1973.

**LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES FÉDÉRALES DE 1867 À 1976
RÉGION DE JOLIETTE**



CHAPITRE 1

1790-1829

L'APPRENTISSAGE DU PARLEMENTARISME

L'histoire de nos institutions parlementaires débute avec l'adoption de l'Acte Constitutionnel de 1791 (31 Geo III, Chap, 31). En effet, le 12 septembre suivant, le Gouverneur du Bas et du Haut-Canada reçoit du Gouvernement Impérial les pleins pouvoirs de proclamer la division de la province en districts, en comtés et en townships. En plus de délimiter le territoire, Lord Dorchester obtient aussi l'autorité de déterminer le nombre de représentants pour chaque comté en conformité avec la loi de 1791.

Dans l'Acte Constitutionnel, le Parlement Impérial détermine que le minimum de représentants pour le Bas-Canada soit de 50 députés. En l'absence du gouverneur, Sir Alured Clarke reçoit l'ordre d'appliquer la loi de 1791.

Le jeudi 24 mai 1792, la Gazette de Québec, journal officiel du Gouvernement, publiait la proclamation que, le 7 mai précédent, le Lieutenant-Gouverneur Clarke avait émise pour diviser la province du Bas-Canada. Cette première proclamation fut connue sous le nom de: "*Acte qui pourvoit plus efficacement pour le gouvernement de la province de Québec dans l'Amérique Septentrionale*".

Suite à cette proclamation, la province de Québec fut divisée en 21 comtés dont la presque totalité affichèrent des noms à consonance anglaise, empruntés à l'histoire et à la géographie de la Grande-Bretagne.

WARWICK

Le comté de Warwick honore Richard Neuville, comte de Warwick (1428-1471), aristocrate et militaire anglais. Une première carte de la division territoriale tracée sur l'ordre du Gouverneur Dorchester en 1794, établit comme suit les bornes du comté de Warwick:

"Ce comté comprend toute cette partie de la province sur le côté nord du fleuve St-Laurent entre les côtés est du comté de Leinster et une ligne parallèle à icelui courant de l'angle sud-est d'une étendue de terre communément appelée la seigneurie de Berthier ensemble avec toutes les îles dans le dit fleuve St-Laurent les plus près du dit comté en lui faisant face en tout ou en partie".

Bien que les limites est, ouest et sud de ce comté soient assez bien définies, la borne nord n'est nullement indiquée. Six paroisses font partie de ce comté en 1791. (voir le tableau no 1)

LEINSTER

Situé à l'ouest du précédent, le comté de Leinster rappelle le nom d'une des plus anciennes provinces d'Irlande dont la capitale est Dublin.

"Ce comté comprend toute cette partie de la province sur le côté nord du fleuve St-Laurent et de la rivière Ottawa entre le côté est du comté d'Effingham et une ligne courant nord-ouest de l'angle sud-est d'une étendue de terre communément appelée Seigneurie de St-Sulpice, ensemble avec toutes les îles dans le dit fleuve St-Laurent et la rivière Ottawa les plus voisines du dit comté en lui faisant face en tout ou en partie". (1)

Le comté de Leinster englobe 8 paroisses en 1791 et comme c'est le cas pour Warwick, ses limites nord ne sont pas déterminées. (voir le tableau no 1)

- (1) Il semble y avoir confusion dans la délimitation ouest du comté de Leinster. Ce dernier n'est aucunement limité par la rivière Ottawa ou Outaouais. Sa véritable limite ouest est le comté d'Effingham dont la ligne de séparation passe à l'est de la ville de Terrebonne (voir carte).

COMTÉS ET PAROISSES EN 1791

LEINSTER	WARWICK
Lachenaie (1683) Ste-Anne de Mascouche Mascouche (1750) St-Roch-L'Achigan (1787) St-Jacques-L'Achigan (1774) L'Assomption (1724) Repentigny (1669) St-Sulpice (1706)	Lavaltrie (1716) Lanoraie (1735) Berthier (1727) St-Cuthbert (1765) Ile DuPas (1704) St-Paul (1787)
POPULATION: 9,368 Nombre de députés: 2	POPULATION: 6,185 Nombre de députés: 2

Etant donné que la population de ces deux comtés dépassait 4,000 âmes en 1791 (Leinster: 9,368 et Warwick avec 6,185) ces deux circonscriptions avaient droit à 2 députés chacune.

Tout est en place et on attend l'annonce de la tenue d'une élection. Le 24 mai 1792, les "brefs" d'élection sont émis et la campagne électorale s'ouvre dans toutes les circonscriptions

de la province. Inutile de mentionner qu'il n'est pas encore question de partis politiques, cela viendra en 1806, avec la fondation du journal "le Canadien". (2)

Aux premières élections de 1792, les structures d'organisation sont loin d'être des plus rigides. La candidature à l'élection ne pose aucune difficulté quant à la procédure de présentation. Pour être en règle avec la loi, le candidat doit annoncer qu'il sollicite les suffrages soit par les journaux, soit en se présentant devant l'assemblée des électeurs. On retrouve dans "La Gazette de Québec" et plus tard dans "Le Canadien" (depuis 1806) des sollicitations de la part des candidats de Leinster et de Warwick. Les seules restrictions légales pour les candidats se limitent à leur âge: ils doivent avoir au moins 21 ans et être sujet britannique.

Au jour fixé pour l'élection, (3) l'officier-rapporteur, nommé d'office par le Gouverneur, proclame l'ouverture du vote. Il demande à l'assemblée présente de choisir ceux qu'elle désire pour les représenter à la Chambre d'Assemblée. Si le choix est fait immédiatement, l'officier-rapporteur déclare élus les deux candidats choisis par l'assemblée. Toutefois, si un candidat ou des électeurs demandent le vote, l'officier-rapporteur ouvre le bureau de scrutin et cela pour une durée de quatre jours.

Rappelons aussi que de 1792 à 1874, le vote n'était nullement secret. Les électeurs devaient, en premier lieu, s'identifier et voter verbalement pour le candidat de leurs choix, et cela en présence de tous. (4)

(2) En 1806, on retrouve deux formations: le Bloc Canadien et le Bloc Ministériel. Vers 1812, tous deux prennent le nom de parti. En 1826-1827, le parti Canadien devient le parti Patriote et par la suite le parti Réformiste.

(3) Entre 11 heures et 14 heures.

(4) Seuls les propriétaires âgés d'au moins 21 ans pouvaient voter. Les femmes veuves et propriétaires votaient aussi.

Dans le comté de Warwick, l'élection de juin 1792 eut lieu à Berthier. Les statistiques rapportent que sur une population totale de 6,185 âmes, seulement 984 sont éligibles et, de ce nombre, à peine 590 personnes ont exprimé leur vote. Les principaux facteurs de cette faible participation proviennent du manque d'information sur la tenue de ce premier scrutin et des distances à parcourir pour se rendre au lieu d'élection. (5)

Dans Warwick, on retrouve les candidats James Cuthbert, seigneur de Berthier, Louis Olivier, marchand, résidant de l'Île Dupas et Pierre-Paul Margane de Lavaltrie. Il semble que pour ce comté, il y ait eu élection car il y avait trois candidats pour deux postes. Le 10 juillet suivant, l'officier-rapporteur, Louis Aimé, retourne les "Writs" (résultat de l'élection) à Québec et déclare élus Pierre-Paul Margane de Lavaltrie et Louis Olivier. D'après certains documents de l'époque, il semble que James Cuthbert fils, voulut contester l'élection de M. de Lavaltrie mais aucune procédure de contestation n'existait à cette époque. James Cuthbert dut attendre à l'élection de 1796 avant d'aller représenter ses concitoyens à la Chambre d'Assemblée.

Dans le comté voisin, celui de Leinster, l'élection se tient à L'Assomption. Sur un total de 1,191 citoyens éligibles, 709 seulement expriment leurs choix. (6) Ils élisent Messieurs François-Antoine Larocque et Bonaventure Panet, tous deux, riches négociants à L'Assomption.

A l'ouverture de la première session du premier parlement du Bas-Canada, le 17 décembre 1792 dans l'ancien palais épiscopal de Québec, on ne voit que trois députés pour nos deux circonscriptions. M. François - Antoine Larocque, élu dans Leinster, décéda le 31 octobre 1792 sans avoir eu le temps de siéger.

(5) Cahier de Ste-Marie, vol. 16-17, p. 39, 1967.

(6) Cité précédemment au no 5.

De 1792 à 1829, les électeurs de Leinster et de Warwick se présentèrent aux urnes à l'occasion de 13 élections générales.

En 1793, Leinster connaît sa première élection partielle qui élit Georges McBeath, négociant de L'Assomption en remplacement de François-Antoine Larocque.

En 1820, la population du Bas-Canada se présente aux urnes deux fois, la première fois en mars 1820 et la seconde, en juillet et août. L'élection de mars fut très mouvementée dans le comté de Leinster. On retrouve à ce scrutin cinq candidats pour deux sièges disponibles. Parmi les candidats du village de L'Assomption, il y a Jacques Lacombe, Barthélemy Joliette et Benjamin Beaupré. St-Jacques est représenté par Michel Prévost et Lachenaie par Jean-Marie Rochon. A la fermeture du bureau de scrutin, Jacques Lacombe est élu par 186 voix de majorité et Barthélemy Joliette par 131 voix. (7)

Pour toute cette période qui précède l'avènement des partis politiques et pendant laquelle, il y a deux représentants par comté, les élus sont ceux qui obtiennent le plus de voix. A titre d'exemple, voici les résultats de l'élection de juillet 1827 pour le comté de Leinster. (8)

Laurent Leroux	L'Assomption	1,291 votes	} <u>ELUS</u>
Julien Poirier	St-Jacques	1,287 votes	
Charles Courteau	St-Roch	1,280 votes	
J.-M. Rochon	Lachenaie	1,237 votes	

Pendant cette période, les structures représentatives ne connaissent que très peu de changements. La seule modification apportée dans notre région fut celle d'ajouter un second bureau de scrutin à St-Paul de Lavaltrie (Joliette) en 1825 pour le comté de Warwick (9). En 1829 de nouvelles modifications s'ajoutent aux divisions déjà existantes.

(7) Journal "Le Canadien" juillet 1820.

(8) Journal "La Minerve" juillet 1827.

(9) Tel que statué à l'article 10 de la loi de 1825 (5 Geo. IV, chap. 33)

COMTÉ DE LEINSTER 1792-1829
LISTE DES ÉLUS ET OFFICIERS-RAPPORTEURS

ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1792	F.-A. Larocque et B. Panet	J.-Bapt. Hervieux
1793*	Georges McBeath	J.-Bapt. Hervieux
1796	B. Panet et Joseph Viger	J.-Bapt. Hervieux
1800	J. Archambault et J. Beaumont	J.-Bapt. Hervieux
1804	J. Archambault et De Lanaudière	Alexis Malbut (1)
1808	J. Turgeon et J.-E. Faribeault	Bon. Panet
1809	B. Panet et J.-T. Taschereau	Bon. Panet
1810	J. Archambault et D.B. Viger	J.E. Faribeault
1814	J. Lacombe et D.-B. Viger	B. Panet
1815*	Michel Prévost	B. Panet
1816	J. Lacombe et Benj. Beaupré	B. Panet
1820	B. Joliette et J. Lacombe	B. Panet
1820	M. Prévost et J. Lacombe	B. Panet
1822	J. Marie Rochon	B. Panet
1824	J.M. Rochon et C. Courteaux	B. Panet
1827	L. Leroux et J. Poirier	J. E. Faribeault

* Indique une élection partielle.

(1) Marchand à L'Assomption.

COMTÉ DE WARWICK 1792-1829
LISTE DES ÉLUS ET OFFICIERS-RAPPORTEURS

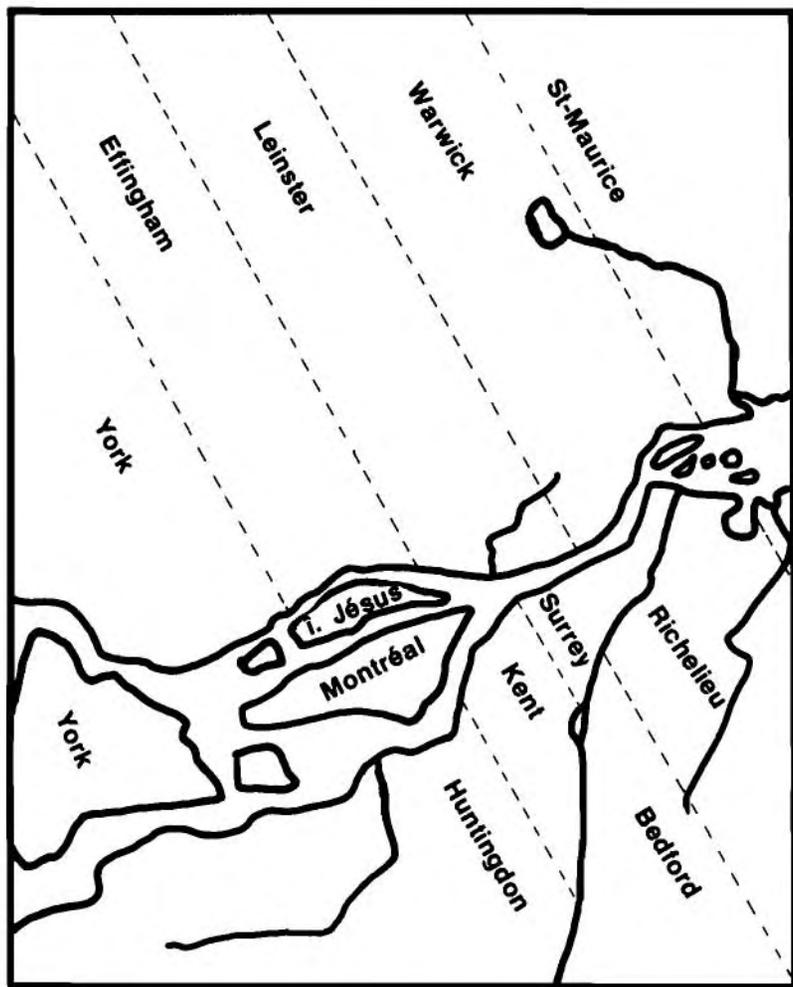
ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1792	P. de Lavaltrie et L. Olivier	Louis Aimé
1796	C. De Lanaudière et J. Cuthbert	Louis Aimé
1800	J. Cuthbert et R. Cuthbert	François Eno (1)
1804	J. Cuthbert et R. Cuthbert	François Dézéry
1808	J. Cuthbert et R. Cuthbert	F.-X. Boivin
1810	J. Cuthbert et L. Olivier	F.-X. Boivin
1812*	Ross. Cuthbert	F.-X. Boivin
1814	J. Deligny et R. Cuthbert	J.-B. McBean (2)
1816	J. Deligny et J. D. Bondy	J.-B. McBean
1820	A. Mousseaux et R. Cuthbert	J.-B. McBean
1820	A. Mousseaux et J. Deligny	J.-B. McBean
1824	J. Deligny et R. Barbier	Hercule Olivier
1827	J. Deligny et A. Mousseaux	Hercule Olivier

* Indique une élection partielle

(1) Seigneur de l'île Dupas depuis 1777.

(2) Notaire à Berthier de 1806 à 1821.

LES COMTÉS DU BAS-CANADA 1792-1829



Source: Boréal Express, vol. 2.

CHAPITRE 2

1829-1840

LES ASPIRATIONS DÉMOCRATIQUES

A cause de l'accroissement rapide de la population rurale, le Gouvernement sanctionne, le 17 août 1829, une nouvelle loi de la représentation parlementaire: "*Acte pour faire une division nouvelle plus commode de la province en comtés afin d'avoir une représentation dans l'Assemblée plus égale que ci-devant*" (9 Geo. IV, chap. 73) (1).

Bien que le projet de loi fût rédigé et présenté par le Conseil Législatif, la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada adopte, avec des modifications mineures, cette nouvelle carte électorale. Pour la première fois, les élus du peuple décident de la modification des divisions territoriales du pays.

Cette nouvelle loi divise notre région en trois comtés. On retrouve celui de Berthier qui remplace Warwick. Le nom de ce comté rappelle le souvenir d'Alexandre Berthier (1638-1708), capitaine du régiment de Carignan venu au Canada en 1665.

L'article 33 de la loi de 1829 délimite comme suit le comté de Berthier:

"Le comté de Berthier sera borné au nord-est par le comté de St-Maurice, au sud-ouest par le dit comté de Lachenaie (sic) et au nord ouest par les limites septentrionales de la province, et, au sud par le dit fleuve St-Laurent, ensemble avec toutes les îles dans le dit fleuve St-Laurent les plus proches

(1) Statut du Bas-Canada, 1829, p.

du dit comté, et étant en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui; lequel comté ainsi borné comprend les seigneuries de Berthier et son augmentation... du Sablé ou York et partie de Maskinongé, le fief Chicot, les seigneuries de Lanoraie-Dautray et leurs augmentations, la seigneurie de Lavaltrie et son augmentation, et les seigneuries d'Ailleboust et de Ramsay, et le township de Brandon et partie de la seigneurie De Lanaudière et le township de Kildare et les îles St-Ignace et Dupas". (2)

En réalité, le comté de Berthier conserve les mêmes limites que l'ancien comté de Warwick. Comme en 1792, le comté a droit à deux représentants et les élections se tiennent à Berthier.

La plus importante modification dans notre région se fit sentir dans le comté de Leinster. Ce comté disparaît de la carte et on le remplace par deux nouvelles circonscriptions, soit celles de Lachenaie et de L'Assomption.

Le comté de L'Assomption créé dans la partie est de l'ancien comté de Leinster se délimite comme suit:

"Le comté de L'Assomption comprendra les paroisses de St-Sulpice, y compris l'Île Bouchard, Repentigny, L'Assomption, et St-Jacques et les townships de Rawdon et Chertsey".

Le comté de L'Assomption a aussi droit à deux députés et le bureau de scrutin demeure à L'Assomption.

Le nouveau comté de Lachenaie, situé à l'extrémité ouest de notre région, fut créé à même celui de Leinster. Ses bornes se délimitent ainsi: à l'article 30:

"Le comté de Lachenaie comprendra les paroisses de Lachenaie, St-Henri de Mascouche et St-Roch de L'Achigan, et les townships de Kilkenny et Wexford".

Dans cette description, on remarque l'omission de la paroisse de St-Esprit, fondée en 1808. Lachenaie a également

(2) Dans la description du territoire du comté de Berthier, il apparaît s'être glissé une autre erreur. Sa limite sud-ouest est bien le comté de L'Assomption et non pas celui de Lachenaie tel que mentionné dans le texte.

droit à deux représentants et on choisit le village de St-Roch de L'Achigan comme lieu de l'élection.

Ces modifications portent à 6 le nombre de nos représentants au Parlement du Bas-Canada; ils représentent 45,555 âmes en 1829. Au niveau de la province, leur nombre passe de 50 à 84.

Les premières élections se tiennent en octobre 1830 à L'Assomption où M. Godefroy Chagnon agit comme officier-rapporteur. A Berthier, Jean-Baptiste Chalest occupe la fonction et pour la première fois à St-Roch de L'Achigan, on retrouve M. John Pangman, comme officier responsable de l'élection.

L'année suivante de ce premier scrutin, les électeurs de Berthier présentent le 2 février 1831, une requête à la Chambre d'Assemblée, lui demandant d'ajouter un second poll à St-Paul de Lavaltrie (Joliette) comme cela se faisait depuis 1825. Cette pétition fut transmise à la Chambre par l'Honorable Barthélemy Joliette, représentant du comté voisin. (3)

Après étude par un comité, le Parlement répond favorablement en 1833, par une loi (3 Guil. IV, chap. 22, art. 3), Un second poll est établi à St-Paul. Selon le texte de la loi, le poll de Berthier et celui de St-Paul doivent être ouverts alternativement et ils demeurent sous la responsabilité d'un seul officier-rapporteur, en l'occurrence, M. Jean-Baptiste Chalest.

En cette courte période de notre histoire parlementaire, la seconde élection générale se tient en novembre 1834. On voit la réélection du docteur Courteau et J.-M. Rochon dans Lachenaie; Jacques Deligny et Alexis Mousseaux dans Berthier; dans L'Assomption, avec un "fils de la liberté", réélu Edouard-Etienne Rodier, élu pour la première fois dans une élection partielle en 1832, apparaît le Docteur Jean-Baptiste Meilleur, de L'Assomption.

Avant 1835, les représentants élus ne touchaient aucune

(3) JALBC, 1831, p. 58

rémunération. Cette année-là les premières indemnités furent accordées aux députés (6 Guil. IV, chap. 2). Pourtant les députés du Haut-Canada bénéficiaient de ces indemnités depuis 1792. Dans le passé, cette allocation souvent demandée par la Chambre d'Assemblée avait toujours été refusée par le Conseil Législatif.

Grâce à cette loi, les députés reçoivent 10 shillings par jour de présence pour un maximum de 30 jours de session (\$60.00) et une allocation de transport de 4 shillings par lieue aller-retour (\$0.80). Ainsi, de L'Assomption à Québec, un député touche \$48.00 pour son transport (60 lieues ou 170 milles) (4).

A la suite de l'insurrection de 1837-1838, le gouvernement de la Grande-Bretagne, sur les recommandations du gouverneur Colborne, suspend la constitution de 1791, et, le 10 février 1838, le Gouvernement Impérial sanctionne: "*L'Acte qui pourvoit au gouvernement provisoire dans le Bas-Canada*" (1 Vict., chap. 9, Imp.).

Désormais, le Conseil Législatif et la Chambre d'Assemblée sont abolis et remplacés par un Conseil Spécial jusqu'à l'Union en 1840. En attendant, aucun député ne siègera à la Chambre. Inutile de mentionner que les membres du Conseil Spécial furent choisis par le Gouverneur parmi les éléments les plus favorables au Gouvernement, surtout parmi les membres du Conseil Législatif.

Trois hommes politiques de notre région siégèrent dans ce Conseil Spécial, l'Honorable James Cuthbert, fils (1769-1849) à titre de président en 1838 et comme membre de 1839 à 1841, l'Honorable Barthélemy Joliette (1787-1850) de 1838 à 1841 et J.-Edouard Faribault (1773-1859) de 1838 à 1841 également.

C'est ainsi que se termine cette courte période mouvementée de notre parlementarisme. Déjà en 1838, on sent dans l'air un nouveau projet d'union du Haut et du Bas-Canada, projet très peu favorable aux Canadiens français et qui leur sera imposé comme on le verra plus tard.

(4) Cahier de Ste-Marie, vol 16-17, 1969, p. 176.

COMTÉS, PAROISSES ET TERRITOIRES EN 1829

L'ASSOMPTION	LACHENAIE	BERTHIER
<p>L'Assomption *</p> <p>St-Sulpice *</p> <p>Ile Bouchard</p> <p>Repentigny *</p> <p>St-Jacques *</p> <p>Canton Rawdon</p> <p>Canton de Chertsey</p>	<p>Lachenaie *</p> <p>Mascouche *</p> <p>Ste-Anne-Plaines</p> <p>St-Roch-L'Achigan *</p> <p>St-Esprit</p> <p>Canton Kilkenny</p> <p>Canton Wexford</p>	<p>Berthier *</p> <p>St-Cuthbert *</p> <p>Lanoraie*</p> <p>Lavaltrie *</p> <p>D'Ailleboust (1)</p> <p>Ramsay</p> <p>Canton Brandon</p> <p>Ile DuPads *</p> <p>Ile St-Ignace</p> <p>L'Industrie</p> <p>St-Paul *</p> <p>Canton Kildare</p> <p>(1) Ste-Elisabeth</p>
<p>POPULATION: 12,372</p> <p>DÉPUTÉS: 2</p>	<p>POPULATION: 9,402</p> <p>DÉPUTÉS: 2</p>	<p>POPULATION: 24,784</p> <p>DÉPUTÉS: 2</p>

* Ces paroisses faisaient parties de la carte électorale de 1791.

**LISTE DES ÉLUS ET OFFICIERS-RAPPORTEURS DE 1829-1830
COMTÉ DE L'ASSOMPTION**

ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1830	A. Eno et B. Joliette	Godefroy Chagnon (1)
1832*	Edouard-Etienne Rodier	Godefroy Chagnon
1834	J.-B. Meilleur et E.-E. Rodier	Godefroy Chagnon

COMTÉ DE LACHENAIE

ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1830	C. Courteaux et J.-M. Rochon	John Pangman (2)
1834	C. Courteaux et J.-M. Rochon	John Pangman
1837*	Ludger Duvernay	John Pangman

COMTÉ DE BERTHIER

ÉLECT.	DÉPUTÉS ÉLUS	OFFICIERS
1830	J. Deligny et A. Mousseaux	J. Bapt. Chalest (3)
1834	J. Deligny et A. Mousseaux	J. Bapt. Chalest
1837*	Norbert Eno (Hénaut)	J. Bapt. Chalest

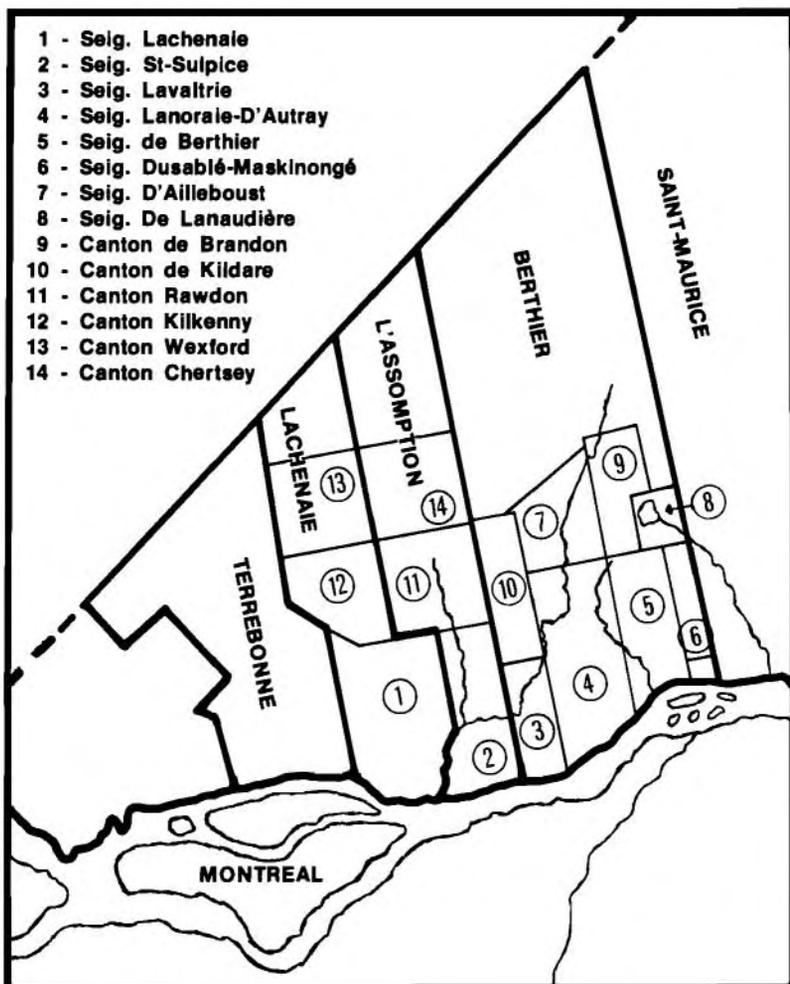
* Indique des élections partielles

(2) Seigneur de Lachenaie (1807-1867)

(1) Chrysostome Godefroy Chagnon, notaire à L'Assomption.

(3) On retrouve aussi l'orthographe de son nom "Chalut".

LES COMTÉS DU BAS-CANADA EN 1829



CHAPITRE 3

1840-1867 UNE UNION FORCÉE

Pour répondre aux recommandations de Londres demandant l'accord du Haut et du Bas-Canada, Lord Colborne convoque une réunion du Conseil Spécial du Bas-Canada, pour entériner l'accord de fusion des deux territoires. Le 13 novembre 1839, celui-ci réuni à Montréal, accepte, par un vote de 11 contre 3, l'Union des deux Canadas. Parmi les opposants, on remarque l'Honorable James Cuthbert. Barthélemy Joliette et J. Edouard Faribault ne sont pas présents à cette assemblée (1).

Avec l'assentiment des deux Chambres du Haut-Canada, le Parlement britannique adopte le 23 juillet 1840 l' "*Acte unissant le Haut et le Bas-Canada*" sous le nom de Province du Canada. La mise en application de la nouvelle constitution est fixée au 10 février 1841. (3-4 Vict. Chap. 35).

Cette union de force rejetée par la très grande majorité de la population du Bas-Canada profite à la bourgeoisie anglo-saxonne. L'Union réduit la représentation du Québec de 90 membres qu'elle était en 1838, à 42 seulement. Pour sa part, le Canada-Ouest bénéficie d'un nombre identique de représentants, même si sa population est inférieure de 200,000 âmes.

L'ambiance qui règne à l'aube de cette nouvelle ère parlementaire survolte nos hommes politiques. Autrefois, les Canadiens français possédaient la majorité à la Chambre

(1) **Journaux du Conseil Spécial du Bas-Canada, novembre 1839.**

d'Assemblée, maintenant, ils sont minoritaires. A l'élection de 1841, on trouve 42 anglophones dans le Canada-Ouest et 22 au Québec ce qui laisse à environ 20 députés francophones la représentation d'une population de près de 650,000 habitants.

Dans la région de Joliette, on voit réapparaître l'ancien comté de Leinster, résultat de la fusion des comtés de Lachenaie et de L'Assomption. Sa population s'élève à 25,583 âmes en 1844. Pour sa part, le comté de Berthier conserve son territoire de 1829, avec en 1844, une population de 27,121 âmes. De plus, le nombre de sièges des comtés ruraux du Bas-Canada est réduit à un seul député par circonscription.

Le 19 février 1841, dix jours après l'entrée en vigueur de l'Union, les brefs d'élection sont émis. Ils sont rapportables le 8 avril suivant. Ce premier scrutin se tient au Québec dans une atmosphère tumultueuse et souvent violente. Les organisateurs anglais, avec l'approbation à peine voilée du Gouverneur, mettent tout en place pour favoriser l'élection de candidats anglophones antipathiques aux Canadiens français.

Aussi pour réduire le nombre de voteurs, dans les comtés ruraux, on établit les bureaux de scrutin, aux endroits les plus propices au vote anglophone et éloignés des grands centres (2).

Dans Leinster, l'élection se tient le 22 mars 1841 à St-Jacques-de-L'Achigan, situé à proximité de Rawdon. Malgré le vote massif des anglophones de Rawdon, les électeurs accordent leur confiance à M. Jean-Moïse Raymond, candidat opposé à l'Union et ancien membre du Parlement du Bas-Canada.

Dans le comté de Berthier, l'élection se tient également le 22 mars 1841, non plus à Berthier comme par le passé, mais à Sainte-Elisabeth. Les électeurs accordent leur vote à M. David Morrisson Armstrong, marchand de Berthier, lui aussi, opposé à

(2) Dans Terrebonne, on fixe le lieu d'élection à New-Glasgow, dans une région à majorité anglophone et éloignée des principaux centres canadiens-français, Louis-Hippolyte Lafontaine fut battu par le Dr McCulloch à cette élection et dut par la suite se faire élire dans un comté de l'Ontario.

l'Union. Toutefois, son adversaire conteste son élection, laquelle ne sera pas annulée (3).

Dès la première session, le député Holmes de Montréal présente à la Chambre une pétition des citoyens des cantons de Rawdon, Kildare et Kilkenny. Ces derniers demandent au Parlement que leur territoire soit érigé en circonscription électorale afin de mieux défendre leurs intérêts. Leur requête est toutefois rejetée. Ils la représenteront en 1850 mais sans plus de succès (4).

C'est aussi à cette époque que l'on voit apparaître de véritables partis politiques. Le parti "Rouge" se forme vers 1847 des réformistes et des membres du défunt parti "Patriote". Les "Rouges" sont étroitement partisans de l'idéologie de l'Institut Canadien.

Ils s'attribueront vers 1853 le titre de "libéraux". D'autre part, l'alliance des modérés et des "Tories" du Haut-Canada, la coalition libérale-conservatrice devient en 1854, le parti "Conservateur". Notons que la responsabilité ministérielle s'instaure au pays en 1847, principale raison de l'apparition de partis politiques.

Pour corriger certaines lacunes survenues au cours des premières élections, nos législateurs adoptent, le 12 octobre 1842, une loi modifiant les moeurs électorales. Elle préconise un bureau de scrutin dans chaque paroisse et township, la loi établit à deux jours la tenue du scrutin, de 9 heures à 17 heures. De même, les registrateurs des comtés du Bas-Canada deviennent les officiers-rapporteurs de l'élection (5). A la réception des

(3) **Boréal-Express**, 1810-1841, vol. 3, p. 575.

(4) **J.A.L.C.** 1841 et 1850. L'instigateur de la pétition est Alexandre Daly de Rawdon.

(5) Les bureaux d'enregistrement ont été établis le 26 mars 1830 et par une seconde ordonnance datée du 31 décembre 1841, modifiée en 1842. Ces règlements établissent à Saint-Jacques-de-L'Achigan pour le comté de Leinster et à Ste-Elisabeth pour le comté de Berthier, les emplacements de ces bureaux.

avis de scrutin, ils s'adjoindront des "députés officiers-rapporteurs", responsables de l'élection dans chaque paroisse.

Depuis 1856, les registrateurs des comtés de Joliette, L'Assomption, Berthier et Montcalm seront en même temps officiers-rapporteurs de l'élection. Cette coutume se poursuivra jusqu'en 1920 (6).

En 1849, de nouvelles modifications sont apportées au système électoral. Parmi celles-ci, deux ont une certaine importance: premièrement les polls doivent demeurer ouverts même si aucun votant ne se présente pendant une période d'une heure; deuxièmement, les officiers-rapporteurs déterminent eux-mêmes les lieux des polls selon leur jugement.

Après ces changements, il faut attendre jusqu'en 1853 avant de connaître une importante modification de la carte électorale.

Le 14 juin 1853, le Parlement du Canada-Uni adopte l' "*Acte pour augmenter la représentation de cette province en Parlement*". (16 Vict. chap. 152). Par cette loi, la représentation du Québec passe à 65 sièges. Cette redistribution est sans aucun doute l'une des plus importantes de notre histoire, et jusqu'à un certain point, elle est à la base de la représentation actuelle du Québec. Cette loi augmente de 84 à 130 le nombre des sièges au Parlement du Canada-Uni; cela signifie pour le Canada-Est, une augmentation de 23 députés.

Avec l'adoption de cette loi, la région qui possédait deux comtés en 1841 en compte maintenant quatre.

JOLIETTE

Le nouveau comté de Joliette honore l'Honorable Barthélemy Joliette, fondateur de la ville du même nom. Il est

-
- (6) Par la suite, c'est le Lieutenant-Gouverneur en Conseil qui désigne les officiers-rapporteurs ou présidents d'élection d'un comté. Leurs noms doivent être publiés dans la "Gazette Officielle du Québec". (1920, 10 Geo. V, art 16).

formé de toute la partie nord-ouest du comté de Berthier. Sa population est de 21,198 ames (article 28 de la loi de 1853).

BERTHIER

Ce comté créé, en 1829, perd sa partie nord-ouest en faveur du comté de Joliette. Il compte maintenant 19,608 habitants (art. 27).

L'ASSOMPTION

Leinster disparaît et sa partie sud devient le comté de L'Assomption avec une population de 17,355 personnes (art. 30).

MONTCALM

Nommé en l'honneur du marquis de Montcalm (1712-1759), combattant des Plaines d'Abraham, il se situe au nord du comté de L'Assomption. Sa population atteint 14,758 âmes en 1853 (art. 29).

En juillet 1854, des élections générales sont déclenchées dans les nouvelles divisions territoriales. Les électeurs de Joliette élisent Joseph-H. Jobin, l'ancien député de Berthier, notaire à Saint-Paul de Joliette. Dans Montcalm, la faveur populaire va au notaire Joseph Dufresne, de Saint-Alexis. Berthier envoie au Parlement Pierre-Eustache Dostaler, cultivateur de Berthier. Enfin, le comté de L'Assomption élit un "Rouge", Joseph Papin, avocat bien connu de L'Assomption (7).

A peine 20 ans après son instauration, le régime de l'Union ne semble pas répondre aux aspirations de la population canadienne, ce qui était prévisible.

Au début des années 1860, nos hommes politiques s'efforcent de penser à un nouveau mode de parlementarisme pour le pays. L'ambition de nos politiciens vise l'obtention d'une autonomie accrue pour le Québec. Les conférences de Québec

(7) **Les Rouges, libéralistes, nationalistes..., au XIXe siècle, P.U.L., 1969 par Jean-Paul Bernard.**

en 1863, et de Charlottetown, en 1864, amènent l'adoption en 1867, de l' "Acte de l'Amérique du Nord Britannique".

CARTE DES COMTÉS EN 1853



Source: Joseph Bouchette, Mars 1857.

LES OFFICIERS-RAPPORTEURS DE 1841 À 1867

ÉLECT.	LEINSTER L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1841	Philip Mount***	Olivier Drolet***	_____	_____
1842*	Philip Mount***	_____	_____	_____
1844	Amable Jetté	Olivier Drolet***	_____	_____
1848	C. Archambault	A.-D. Bondy***	_____	_____
1851	L. Archambault**	J.-B. Chalut**		M. Granger***
1854	L. Archambault**	J.-B. Chalut**	G.-T. de Lanaudière***	J.-E. Beaupré**
1858	Marcel Poirier**	J.-B. Chalut**	J.-O. Leblanc**	J.-E. Beaupré**
1861	Marcel Poirier**	J.-O. Chalut**	J.-O. Leblanc**	J.-E. Beaupré**
1863	Marcel Poirier**	J.-O. Chalut**	J.-O. Leblanc**	J.-E. Beaupré**
1862*	_____	_____	_____	_____

* Indique des élections partielles

** Régistrateurs de comtés.

*** Officiers-rapporteurs spéciaux

Note: Jean-Baptiste Chalut ou Chalest selon l'orthographe de l'époque.

**LES ÉLUS DE LA RÉGION DE JOLIETTE
DE 1841 A 1867**

ÉLECT.	LEINSTER L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1841	J.-M. Raymond	D.-M. Armstrong	_____	_____
1842*	J. DeWitt	_____	_____	_____
1844	J. DeWitt	D.-M. Armstrong	_____	_____
1848	N. Dumas	D.-M. Armstrong	_____	_____
1851	L.-M. Viger	J.-H. Jobin	_____	_____
1854	J. Papin	P.-E. Dostaler	J.-H. Jobin	J. Dufresne
1858	L. Archambault	E.-U. Piché	J.-H. Jobin	J. Dufresne
1861	A. Archambault	P.-E. Dostaler	J.-H. Jobin	J.-L. Martin
1862*	_____	_____	_____	J. Dufresne
1863	L. Archambault	A.-H. Paquet	H. Cornellier	J. Dufresne

* Indique des élections partielles.

CHAPITRE 4

1867-1900

À L'AUBE D'UN NOUVEAU RÉGIME

Le 1er juillet 1867 marque l'entrée en vigueur de la Confédération canadienne. Dès ce moment notre régime parlementaire se divise en deux paliers de gouvernement: fédéral et provincial.

L'article 80 de l' *"Acte de l'Amérique du Nord Britannique"* conserve les divisions territoriales existantes pour la représentation à la nouvelle législature du Québec et de la Chambre des Communes.

Voici l'évolution de notre système politique sur la scène provinciale: les premières élections au Québec se tiennent au mois d'août et septembre 1867. Dans la région de Joliette, les électeurs élisent quatre conservateurs pour siéger au premier Parlement québécois, aucun d'eux n'avait siégé auparavant. Les élections se disputent chaudement dans les comtés de Joliette et Berthier. Dans Joliette, le Dr Vincent-Paul Lavallée de St-Félix-de-Valois remporte la victoire sur l'ancien député Hypolite Cornellier par seulement 73 voix de majorité (1). Deux candidats de taille se présentent dans le comté de Berthier, il s'agit du Dr Louis-Joseph Moll de Berthier et d'Edouard-Octavien Cuthbert, dernier seigneur de Berthier. Le docteur Moll remporte la victoire par la mince marge de 23 voix de majorité. Pour leur part, les électeurs de Montcalm élisent Firmin Dugas de Saint-Liguori par une forte majorité de 295 votes.

(1) 1940, 4 Geo. VI, chap. 7

Dans L'Assomption, Etienne Mathieu de Lachenaie est élu par acclamation.

Au tout début de la Confédération, l'honorable Louis Archambault, député fédéral de L'Assomption et ministre de l'Agriculture est nommé Conseiller législatif à Québec. Il occupe aussi la fonction de ministre provincial des Travaux publics, poste qu'il occupera jusqu'en 1873.

Dans toute l'histoire politique du pays, c'est l'unique cas où un homme public détient un double mandat ministériel. En 1874, il dut démissionner comme ministre fédéral et député de L'Assomption à la suite de l'adoption de la loi canadienne abolissant le double mandat. Au Québec, il demeurera Conseiller législatif jusqu'au 6 juin 1888, date de sa résignation.

Le 23 février 1875, l'Assemblée Législative de Québec adopte l' "*Acte électoral du Québec*," qui apporte deux importants changements au mode de votation des électeurs. Le premier instaure au Québec le vote secret, modification apportée un an auparavant au palier fédéral. Le deuxième restreint à une seule journée, de 9 heures à 17 heures, la tenue du scrutin. Dorénavant, l'élection se tient la même journée dans toutes les circonscriptions du Québec. Cette nouveauté, rendue possible par l'amélioration des moyens de communication et de transport, élimine par le fait même plusieurs manoeuvres politiques douteuses. La première élection générale tenue à la suite de l'adoption de cette loi se tient le 7 juillet 1875.

Parmi les candidats de l'époque, on retrouve beaucoup moins d'artisans. Les professionnels semblent s'approprier une large part de la députation. De plus, les élus du peuple, de par leur occupation, se retrouvent plus souvent dans les grandes agglomérations régionales.

Si le Québec a connu au cours des années plusieurs contestations d'élection, il en est une qui suscita tout un émoi dans le comté de Berthier. A l'élection générale du 1er mai 1878, Joseph Robillard, conservateur de Lanoraie est élu contre Louis Sylvestre de l'Île Dupas par une majorité de 166 voix.

Cette élection fut contestée par les libéraux qui alléguèrent que les électeurs avaient été influencés par le clergé. On prononça de violents sermons en chaire contre le parti libéral, "l'enfer est rouge, le ciel est bleu" disait-on.

Des scènes regrettables eurent lieu à plusieurs assemblées où libéraux et membres du clergé étaient à couteaux tirés. Quelques semaines après l'élection, Louis Sylvestre et l'organisation libérale du comté de Berthier inscrivirent une cause de contestation d'élection à la cour de Berthier. La cause fut entendue par le juge L.-Auguste Olivier qui siégea à Berthier en mars et avril 1880. Le 21 novembre suivant, la cour de révision siégeant à Montréal, annule l'élection de M. Robillard pour influence induite. L'élection fut reprise en décembre 1880, et Robillard, appuyé cette fois par le Gouvernement, gagne par 191 voix sur le même adversaire (2).

Parmi les autres événements importants de cette période, notons l'élection générale du 14 octobre 1886. A ce scrutin, les électeurs du comté de Montcalm élisent J.-B.-Trefflé Richard de St-Liguori. A cette même élection, le chef du parti conservateur, Louis-Olivier Taillon est battu dans son comté de Montréal-Est. Pour permettre à son chef de pouvoir diriger son parti à l'Assemblée législative, M. Richard démissionne afin d'ouvrir le comté pour une élection partielle. Le 11 décembre 1886, l'élection se tient dans le comté. L'honorable Louis-Olivier Taillon remporte la victoire sur M.-D.-A. Lafontaine, candidat libéral, par une majorité de 567 votes. Pour la première fois, suite à cette élection, la région compte un premier ministre dans son territoire; son terme sera de courte durée puisque, assermenté le 25 janvier 1887, son gouvernement est renversé en Chambre le 29 janvier suivant. Montcalm avait eu pendant quatre jours le chef de gouvernement, comme député.

En 1892, un homme de talent représente le comté de Joliette: Mathias Tellier, un homme dynamique qui tout au cours de sa longue carrière parlementaire (1892-1916) a imprégné la région de sa vivacité et sa contribution à l'évolution de cette

(2) 1945, 9 Geo, VI, chap, art. 7 à 24.

dernière est importante. Conservateur en politique, il sera élu chef de l'opposition en 1906, fonction qu'il occupera jusqu'en 1916.

C'est ainsi que se termine cette période qui a vu naître la Confédération. Jusqu'à 1900, aucune transformation dans les divisions territoriales ne fut effectuée dans la région.

Au Canada, cette période voit naître un nouveau mode de parlementarisme en 1867, similaire dans ses grandes lignes au Parlement britannique. Désormais, un gouvernement unique dirigera les quatre provinces formant le Canada.

Avec l'avènement de la Confédération, les circonscriptions électorales du Québec d'avant 1866 demeurent intactes pour la représentation à la Chambre des Communes.

Dans la région de Joliette, on retrouve nos quatre comtés identiques à ceux créés en 1853 par une loi du Parlement du Canada-Uni. Les premières élections fédérales se tiennent au Québec au mois de juillet et août 1867. La campagne électorale se déroule dans un climat calme. A la fermeture des bureaux de scrutin, les résultats s'inscrivent comme suit:

L'ASSOMPTION

Le candidat conservateur Louis Archambault, ancien député sous l'Union et notaire de L'Assomption, obtient 898 votes. Son adversaire, Pierre-Urgel Archambault obtient 665 voix. Ce dernier était membre du Conseil législatif depuis 1858.

MONTCALM

Le notaire Joseph Dufresne de Saint-Alexis, ancien membre du Parlement du Canada-Uni, est élu par acclamation sous la bannière conservatrice.

BERTHIER

Dans ce comté, Anselme-Homer Paquet, médecin de Saint-Cuthbert l'emporte sur M. Tranchemontagne de Berthier, can-

didat conservateur. Paquet obtient 1,151 votes et son adversaire 1,095. A.-H. Paquet était, lui aussi, membre du Parlement du Canada-Uni. A la fin de son mandat, en 1875, il sera nommé sénateur.

JOLIETTE

François-Benjamin Godin, avocat joliettain, obtient 918 voix, et son adversaire conservateur Louis-François-Georges Baby, également avocat de Joliette, obtient 862 votes. Toutefois, Baby l'emportera à l'élection de 1872 et sera ministre en 1878.

Sur la scène fédérale, deux importantes modifications sont apportées à la loi électorale, par une loi sanctionnée le 26 mai 1874. La première, stipulée à l'article 27, instaure le vote secret. La deuxième abolit le double mandat. A l'avenir, il ne sera plus possible d'être élu député au fédéral et au provincial.

Dans le comté de Montcalm, Firmin Dugas avait obtenu ce double mandat. Elu, en 1867, à la législature du Québec, il se fait élire à l'occasion d'une élection partielle, en 1871, comme député fédéral. Pour répondre aux exigences de la loi, il dut démissionner le 20 janvier 1874, comme représentant à l'Assemblée Législative, préférant oeuvrer sur la scène fédérale.

Enfin, notons aussi que, depuis le 17 septembre 1878, l'élection pour les membres de la Chambre des Communes se tient à la même date pour l'ensemble du pays.

Parmi les hommes politiques de cette période, la région de Joliette produisit au début de la Confédération des hommes de grande valeur, par exemple: Louis Archambault, ministre fédéral de l'Agriculture de 1867 à 1874, ministre provincial des Travaux Publics et Conseiller législatif pour la division de Repentigny; Louis-François-Georges-Baby, ministre du Revenu et de l'Intérieur de 1870 à 1880; Cléophas Beausoleil, député de Berthier, grand promoteur du chemin de fer de Joliette à St-Gabriel de Brandon en 1888.

Parmi les faits marquants de cette période, les nombreuses

élections partielles autant sur la scène fédérale que provinciale, retiennent notre attention. On constate la tenue de 17 scrutins partiels. Deux raisons majeures sont invoquées pour expliquer une telle prolifération; la première; les contestations d'élection dont le résultat n'attend pas toujours le jugement de la cour. Plusieurs préfèrent démissionner immédiatement et retourner devant le peuple.

Le deuxième facteur, c'est la démission de certains députés sur une question de principe en Chambre. Eux aussi retournent devant leurs électeurs afin d'obtenir l'appui de ceux-ci.

En cette période où la colonisation a pris un essor prodigieux dans la région de Joliette, aucune transformation ne fut apportée aux circonscriptions électorales existantes.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1867-1900**

ÉLECT.	L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1867	E. Mathieu	L.-J. Moll	V.P. Lavallée	F. Dugas
1871	O. Pelletier	L. Sylvestre	V.-P. Lavallée	F. Dugas
1874*	_____	_____	_____	L.-G. Martin
1875	O. Pelletier	L. Sylvestre	V.-P. Lavallée	L.-G. Martin
1878	O. Pelletier	J. Robillard	V.-P. Lavallée	O. Magnan
1880*	J. Marion	J. Robillard	_____	_____
1881	J. Marion	J. Robillard	V.-P. Lavallée	J.-B.-T. Richard
1885*	_____	_____	A. McConneville	_____
1886	L. Forest	L. Sylvestre	L. Bazinet	J.-B.-T. Richard
1886*	_____	_____	_____	L.-O. Taillon
1888*	L. Forest	_____	_____	_____
1889*	_____	_____	L. Bazinet	_____
1890*	_____	O. Dostaler	_____	_____
1890	J. Marion	C.-A. Chenevert	L. Bazinet	L. Bazinet
1892	J. Marion	V. Allard	M. Tellier	O. Magnan
1897	J. Marion	C.-A. Chenevert	M. Tellier	L. Bissonnette
1900	E. Duhamel	C.-A. Chenevert	M. Tellier	L. Bissonnette

* Indique des élections partielles.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À LA CHAMBRE DES COMMUNES
1867-1900**

ÉLECT.	L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1867	L. Archambault	A.-H. Paquet	F.-B. Godin	J. Dufresne
1871*	_____	_____	_____	F. Dugas
1872	L. Archambault	A.-H. Paquet	L.-F.-G. Baby	F. Dugas
1874	H. Hurteau	A.-H. Paquet	L.-F.-G. Baby	F. Dugas
1874*	_____	_____	L.-F.-G. Baby	_____
1875*	H. Hurteau	O.-E. Cuthbert	_____	_____
1878	H. Hurteau	O.-E. Cuthbert	L.-F.-G. Baby	F. Dugas
1878*	_____	_____	L.-F.-G. Baby	_____
1880*	_____	_____	A. McConneville	_____
1882	H. Hurteau	O.-E. Cuthbert	E. Guilbault	F. Dugas
1882*	_____	_____	E. Guilbault	_____
1887	J. Gauthier	C. Beausoleil	E. Guilbault	O. Therrien
1888*	J. Gauthier	_____	_____	_____
1889*	_____	_____	H. Neveu	_____
1891	J. Gauthier	C. Beausoleil	U. Lippé	J.L.E. Dugas
1892*	H. Jeannotte	_____	_____	_____
1896	J. Gauthier	C. Beausoleil	C. Bazinet	J.-L.-E. Dugas
1900*	_____	J.-E. Archambault	_____	_____
1900	R.-C. Laurier	J.-E. Archambault	C. Bazinet	F.-O. Dugas

* Indique des élections partielles.

**PARTIS AU POUVOIR ET REPRÉSENTATION DES PARTIS DE LA RÉGION
1867-1900**

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>1867</u>	<u>1871</u>	<u>1875</u>	<u>1878</u>	<u>1881</u>	<u>1886</u>	<u>1890</u>	<u>1892</u>	<u>1897</u>	<u>1900</u>
QUEBEC	C	C	C	C	C	L	L	C	L	L
JOLIETTE	C	C	C	C	C	L	L	C	C	C
L'ASSOMPTION	C	C	C	C	C	L	C	C	C	L
BERTHIER	C	L	L	C	C	L	L	C	L	L
MONTCALM	C	C	C	C	C	C	C	C	L	L

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>1867</u>	<u>1872</u>	<u>1874</u>	<u>1878</u>	<u>1882</u>	<u>1887</u>	<u>1891</u>	<u>1896</u>	<u>1900</u>
CANADA	C	C	L	C	C	C	C	L	L
JOLIETTE	L	C	C	C	C	C	C	L	L
L'ASSOMPTION	C	C	C	C	C	L	L	L	L
BERTHIER	L	L	L	C	C	L	L	L	L
MONTCALM	C	C	C	C	C	C	C	C	L

Légende: C: Conservateur L: Libéral

CHAPITRE 5

1900-1950

AUTONOMIE PROVINCIALE CONTRE CENTRALISATION FÉDÉRALE

Le début du XXe siècle marque au pays l'instauration d'un régime "libéral" à Québec comme à Ottawa. Aux deux Parlements, le parti libéral obtient des majorités imposantes.

Au Québec, au cours de cette période, se succèdent 13 élections générales et 5 élections partielles dans la région de Joliette. Parmi les événements politiques les plus importants, nul doute que la fondation de l'Action Libérale Nationale en 1935 par Paul Gouin créa une nouvelle force politique. Depuis la Confédération, le Québec n'était guère habitué à pareille nouveauté: la dualité des partis y semblait inébranlable.

A l'approche du scrutin de 1935, le parti de l'Action Libérale Nationale et le parti Conservateur décident de former une coalition. Le 7 novembre 1935, la coalition se réalise. Pour tenter de battre le gouvernement libéral d'Alexandre Taschereau, l'Action Libérale Nationale et le parti Conservateur du Québec ne s'opposent aucun candidat au scrutin du 25 novembre 1935. Officieusement, cette coalition s'identifie sous le nom d' "Union Nationale".

La coalition ne réussit pas à prendre le pouvoir mais elle ébranle sérieusement le parti libéral.

Dans la région de Joliette, seul le comté de L'Assomption où se présente le chef de l'Action Nationale Libérale réussit à faire élire un candidat, Paul Gouin. Sa majorité est de 62 voix

seulement sur son adversaire libéral. Les trois autres comtés envoient au Parlement les candidats du parti libéral. Dans Joliette et Berthier, les députés sortants sont reportés au pouvoir. Dans le comté de Montcalm, on retrouve également un libéral, Jean-Gaétan Daniel, de Saint-Esprit.

Après étude des résultats de l'élection de 1935, les députés de l'Opposition se réunissent en "caucus" à Sherbrooke, le 20 juin 1936, et décident de fonder un véritable parti québécois: l' "Union Nationale". A cette assemblée, Maurice Duplessis est désigné comme chef du parti, malgré les vaines tentatives de Paul Gouin, co-fondateur de l'Union Nationale.

Au Parlement, la session fut des plus brèves. Adélard Godbout, chef du parti libéral, bousculé par une Opposition tenace, doit dissoudre le parlement et déclencher de nouvelles élections, le 17 août 1936.

La campagne électorale s'ouvre. Les partis s'acharnent l'un contre l'autre, les assemblées contradictoires, phénomène politique populaire depuis plusieurs années, se tiennent partout afin de conquérir l'électorat. Le soir du 17 août, c'est la défaite du parti libéral, l'Union Nationale dirigée par Maurice Duplessis remporte la victoire.

Dans la région de Joliette, seul le comté de Berthier réélit le ministre libéral, Cléophas Bastien, par la mince majorité d'une seule voix. Joliette, Montcalm et L'Assomption donnent aux candidats unionistes des mandats clairs pour les représenter dans le futur gouvernement Duplessis.

L'Union Nationale se maintiendra au pouvoir pendant trois ans. Elle sera battue à l'élection de 1939 et elle devra attendre jusqu'en 1944 avant de reprendre le pouvoir qu'elle gardera jusqu'en 1960.

Parmi les grands débats de cette période, celui du vote des femmes fut certes un événement politique des plus importants dans l'histoire du Québec.

Le Bill octroyant aux femmes le droit de vote, présenté en 1922, en 1934 puis en 1939, fut adopté le 25 avril 1940 par le gouvernement libéral (1). Les femmes avaient mis 20 ans pour obtenir ce droit. Ce sont les mœurs conservatrices et peu progressistes des élites de l'époque qui sont à la base du rejet du vote féminin. Au Fédéral, ce droit est accordé depuis 1920.

Parmi les modifications apportées à la loi électorale, celle de 1941 prévoit le système actuel de listes électorales rédigées par des énumérateurs. En 1945, le Gouvernement crée la fonction de président général des élections (2) et de président d'élection permanent pour toutes les circonscriptions électorales du Québec. Ces derniers sont nommés sur recommandation du parti au pouvoir.

Sur la scène provinciale, au cours de cette longue période, plusieurs hommes politiques de la région participèrent aux destinées de la province.

Le plus célèbre, fut certe l'Honorable Antonio Barrette, homme simple, "un homme du peuple" comme on dit, qui par ses efforts et sa persévérance a su atteindre les plus hauts sommets de la carrière d'un homme politique. Battu en 1935, il se fait élire en 1936, comme député unioniste de Joliette, poste qu'il conservera jusqu'en 1960. En 1944, Duplessis le choisit pour devenir ministre du Travail, fonction qu'il occupera jusqu'en 1960. Cette même année, il sera choisi chef de l'Union Nationale et Premier ministre du Québec.

En 1927, un autre homme politique de chez nous se fait valoir, c'est l'Honorable Cléophas Bastien. Elu député de Berthier, il est immédiatement nommé ministre d'Etat et ensuite ministre de la Colonisation dans le cabinet Godbout jusqu'en 1944.

Enfin, en 1929, lors d'une élection partielle, le comté de Montcalm envoie au Parlement l'Honorable Joseph-Léonide-

(1) 1940, 4 Geo. VI, chap. 7

(2) 1945, 9 Geo. VI, chap 15, art. 7 à 24.

Perron, Conseiller législatif et avocat de Montréal. Il occupera le siège de Montcalm, cette seule année, il est en même temps ministre de la Voirie.

De 1900 à 1950, aucune modification n'est apportée aux circonscriptions électorales de notre région. Les comtés établis en 1853 demeurent les mêmes, soit depuis près de 100 ans.

Sur la scène fédérale, les électeurs de la région se rendent aux urnes à l'occasion de 12 élections générales et de quatre partielles. Les événements les plus importants de cette période se situent au niveau des modifications de nos districts électoraux.

Le premier regroupement impliquant notre territoire survient en 1914. Connu sous le nom de "*Loi ayant pour objet de régler de nouveau la représentation du peuple dans la Chambre des Communes*", ce texte est adopté par les parlementaires le 12 juin 1914 (3). À l'article 13 de l'annexe de la loi, le nouveau comté de L'Assomption-Montcalm est défini comme suit:

"Les deux comtés de L'Assomption et de Montcalm sont réunis et forment un district électoral, moins la paroisse de L'Ascension ci-dessus nommée qui est transférée au comté de Labelle. Les dits deux comtés de L'Assomption et de Montcalm ainsi arrangés forment un district électoral appelé "L'Assomption-Montcalm" lequel est représenté par un député".

L'entrée en vigueur de la loi aura lieu à la dissolution du Parlement et sera effective au scrutin du 17 décembre 1917. Après cette première fusion, c'est le député de l'Assomption, Paul-Arthur Séguin qui est élu.

La seconde transformation des districts électoraux se fera en 1927 (4). Cette nouvelle loi dite "loi de la députation", fusionne les comtés de Berthier et de Maskinongé. La nouvelle circonscription sera désignée sous le nom de district électoral de Berthier-Maskinongé. L'élection, suivant l'adoption de cette loi, se tient le 25 octobre 1925. Les électeurs font confiance à Théodore Gervais, médecin de Saint-Barthélemy et ancien

(3) *Loi de la députation*, 4-5 Geo. V, chap. 51.

(4) *Statuts révisés du Canada*, 1927, vol. 4, chap. 176

député libéral de Berthier à la Chambre des Communes.

Enfin, la dernière modification de la carte électorale fédérale est sanctionnée depuis le 27 mai 1933 par le Parlement fédéral (5).

L'article 19 de l'annexe de la loi définit comme suit le nouveau comté de Joliette-L'Assomption-Montcalm qui se compose des territoires suivants: a) du comté municipal de Joliette, y compris la ville de Joliette, b) du comté de Montcalm moins la partie comprise dans le canton Archambault situé au nord de Saint-Donat, c) du comté de L'Assomption. Comme c'était le cas pour les lois précédentes, l'entrée en vigueur de cette loi prend effet à la dissolution du Parlement. Le 14 octobre 1935, les électeurs de la nouvelle circonscription élisent l'ancien député libéral de Joliette pour les représenter au Parlement fédéral. Il s'agit de Charles-Edouard Ferland, avocat de Joliette.

Suite à ces transformations de la carte électorale, des quatre circonscriptions existantes en 1867, il n'en reste que deux à la fin des années 1940: Berthier-Maskinongé et Joliette-L'Assomption-Montcalm.

Quant aux hommes politiques de la région, aucun d'entre eux n'a accédé au cabinet fédéral pendant cette période de 50 ans.

(5) Loi de la députation, 23-24, Geo. V, chap. 54, 1933.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1904-1950**

ÉLECT.	L'ASSOMPTION	BERTHIER	JOLIETTE	MONTCALM
1904*	_____	J. Lafontaine	_____	_____
1904	J.-E. Duhamel	J. Lafontaine	M. Tellier	L. Bissonnette
1906*	J. Gauthier	_____	_____	_____
1908	W. Reed	J. Lafontaine	M. Tellier	J. Sylvestre
1912	W. Reed	J.-O. Gadoury	M. Tellier	J. Sylvestre
1916	W. Reed	J. Lafontaine	J.-E. Hébert	A. Dupuis
1917*	_____	_____	_____	J.-F. Daniel
1919	W. Reed	S. Lafrenière	J. Dufresne	J.-F. Daniel
1923	W. Reed	S. Lafrenière	J. Dufresne	J.-F. Daniel
1925*	_____	A. Sylvestre	_____	_____
1927	W. Reed	C. Bastien	L. Dugas	J.-F. Daniel
1929*	_____	_____	_____	L. Perron
1931	W. Reed	C. Bastien	L. Dugas	M. Duval
1935	P. Gouin	C. Bastien	L. Dugas	J.-G. Daniel
1936	A. Raynaud	C. Bastien	A. Barrette	M. Tellier
1939	A. Bissonnette	C. Bastien	A. Barrette	J.-O. Duval
1944	V. Chartrand	A. Sylvestre	A. Barrette	M. Tellier
1948	V. Chartrand	A. Lavallée	A. Barrette	M. Tellier

* Indique une élection partielle

LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À LA CHAMBRE DES COMMUNES 1900-1950

ÉLECT.	L'ASSOMPTION	MONTCALM	JOLIETTE	BERTHIER
1904	R.-C. Laurier	F.-O. Dugas	J.-A. Dubeau	E. Archambault
1907*	R.-C. Laurier	_____	_____	_____
1908	P.-A. Séguin	F.-O. Dugas	J.-A. Dubeau	A. Écrément
1909*	_____	D.-A. Lafortune	_____	_____
1911	P.-A. Séguin	D.-A. Lafortune	O. Guilbault	J.-A. Barrette
1917	P.-A. Séguin		J. Denis	T. Gervais
1921	P.-A. Séguin		J. Denis	T. Gervais
1925	P.-A. Séguin		J. Denis	T. Gervais (1)
1926	P.-A. Séguin		J. Denis	T. Gervais
1928*	_____		C.-E. Ferland	_____
1930	P.-A. Séguin		C.-E. Ferland	J.-A. Barrette
1935	C.-E. Ferland		J.-E. Ferron	
1940	C.-E. Ferland		J.-E. Ferron	
1945	G.-E. Lapalme		A. Laurendeau	
1949	G.-E. Lapalme		J. Langlois	
1950*	M. Breton		_____	

* Indique des élections partielles

(1) Le comté de Berthier est joint à celui de Maskinongé en 1927.

**PARTIS AU POUVOIR ET REPRÉSENTATION DES PARTIS DANS LA RÉGION
1900-1950**

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>04</u>	<u>08</u>	<u>12</u>	<u>16</u>	<u>19</u>	<u>23</u>	<u>27</u>	<u>31</u>	<u>35</u>	<u>36</u>	<u>39</u>	<u>44</u>	<u>48</u>
QUÉBEC	L	L	L	L	L	L	L	L	L	UN	L	UN	UN
JOLIETTE	C	C	C	L	C	C	L	L	L	UN	UN	UN	UN
L'ASSOMPTION	L	L	L	L	L	L	L	L	ALN	UN	L	UN	UN
BERTHIER	L	L	C	L	L	L	L	L	L	L	L	L	UN
MONTCALM	L	C	C	L	L	L	L	L	L	UN	L	UN	UN

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>04</u>	<u>08</u>	<u>11</u>	<u>17</u>	<u>21</u>	<u>25</u>	<u>26</u>	<u>30</u>	<u>35</u>	<u>40</u>	<u>45</u>	<u>49</u>
L'ASSOMPTION	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L
MONTCALM	L	L	L	<hr/>								
JOLIETTE	L	L	C	O	L	L	L	L	<hr/>			
BERTHIER	L	L	C	L	L	L	L	C	L	L	L	L
CANADA	L	L	C	C	L	L	L	C	C	L	L	L

Le comté de Berthier est fusionné à celui de Maskinongé en 1917

Partis: L: Libéral, C: Conservateur, ALN: Action Libérale Nationale, O: Opposition, UN: Union Nationale.

Note: A l'élection de 1921, les libéraux font élire tous leurs candidats au Québec.

CHAPITRE 6

1950-1976

UNE PRISE DE CONSCIENCE DE NOTRE ENTITÉ

Cette période se manifeste au Québec par une prise de conscience de la population sur son identité. Dans tous les secteurs de l'activité québécoise on assiste à une évolution constante et irréversible qui s'affirmera davantage au début des années 1960. On la désigne sous le nom de la "révolution tranquille".

La décennie de 1950 voit le Québec s'industrialiser, ce qui contraste fortement avec son caractère agricole et artisanal, qu'on lui avait toujours connu. D'autre part, depuis 1944, un gouvernement unioniste dirige l'Assemblée Législative. Ce régime quelque peu autoritaire s'effrite lentement mais sûrement. Toutefois, l'Union Nationale se maintiendra au pouvoir jusqu'en 1960. Cette année-là, le parti libéral, quitte l'opposition et prend le pouvoir après plus de 16 ans d'attente. Il semble qu'il fallait le décès de Maurice Duplessis pour voir s'opérer un changement de gouvernement.

Dès leur prise de pouvoir, les libéraux, poussés par les aspirations d'un très grand nombre de Québécois, apportent d'importantes transformations. De nouvelles mesures dans les secteurs sociaux, éducatifs, culturels et économiques transforment l'image même du Québec. Plusieurs Québécois sont bousculés par ces changements qui semblent avoir été apportés trop rapidement et souvent sans même que la population en soit pleinement consciente.

Cette vague de "libéralisme" apporte chez nous une nouvelle philosophie, celle de la contestation. Cette dernière se fait sentir autant chez les politiciens que chez les radicaux. Le Québec, peu habitué à ce genre de changement brusque, décide en 1966 de ne pas reporter au pouvoir le parti libéral.

En effet, ce scrutin de 1966 confirme la victoire de l'Union Nationale dirigée par Daniel Johnson, un nationaliste opposé aux tendances trop centralisatrices d'Ottawa. En 1970, l'Union Nationale ne parvient pas à assurer sa réélection. Les libéraux, dirigés par Robert Bourassa, forment le nouveau gouvernement.

L'élection du parti libéral n'atténua point la contestation qui connut son point culminant en 1970 avec les célèbres "événements d'octobre". Le contexte social et toutes les implications de cette révolution appréhendée ont manifestement influencé la population du Québec.

Désormais, on identifie deux sortes de Québécois: les nationalistes et les fédéralistes. Leurs options politiques prennent encore plus de force avec le "Rassemblement pour l'Indépendance Nationale" (RIN) (1960). En 1967, René Lévesque fonde le "Mouvement Souveraineté Association" nouveau mouvement indépendantiste qui aboutira à la création, en 1968, d'un véritable parti politique, le "Parti Québécois" dont l'idéologie est identifiée à l'indépendance du Québec. D'autre part, le parti libéral, fédéraliste, prône l'autre option, avec le parti créditiste. Quant à l'Union Nationale, elle se cherche une nouvelle orientation.

Depuis les élections de 1970, ces deux tendances tentent de s'approprier l'électorat québécois. L'opposition de ces deux partis et leurs thèses respectives ne laissent guère de place aux autres formations dont celle de l'Union Nationale qui ne réussit pas à faire élire un seul député en 1973. Pour sa part, le Parti Québécois, avec seulement 6 députés élus, forme pour la première fois l'opposition officielle.

Pour plusieurs, l'élection de 1976 demeure une grande surprise, peu de personnes imaginaient un tel déroulement. Le

Parti Québécois prend le pouvoir avec 71 députés; les libéraux passent à l'opposition officielle avec 26 députés et l'Union Nationale réapparaît avec 11 députés élus. Les autres partis s'approprient les deux autres sièges.

Dans la région, les trois comtés libéraux passent aux mains du Parti Québécois par l'élection de leurs candidats: Guy Chevette dans Joliette-Montcalm, Jacques Parizeau dans L'Assomption et Jean-Guy Mercier dans Berthier.

Maintenant avec un Gouvernement du Parti Québécois au pouvoir, que sera l'avenir du Québec? Le Québec s'orientera-t-il vers son autodétermination ou bien un jour, décidera-t-il de se ranger parmi les états fédéralistes? Les Québécois sont-ils assez matures pour décider eux-mêmes de leur sort collectif? Ces réponses nous viendront certainement dans les années à venir. Il faut toutefois noter un fait; dans tous les pays du monde, où deux nations cohabitent, il demeure très difficile de répondre aux aspirations de deux groupes distincts par leur civilisation et leur langue. Notre situation dans une Amérique du Nord industrialisée est-elle un facteur qui favorise le statu quo?

LES DISTRICTS ÉLECTORAUX

Il faut attendre jusqu'en 1971 avant que le gouvernement se décide à modifier en profondeur les circonscriptions électorales du Québec. Pour y parvenir, l'Assemblée Nationale adopte le 14 juillet 1971 à l'unanimité, le bill 80 intitulé: "*Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux*".

De par son mandat, la commission se doit d'étudier et de faire toutes les représentations nécessaires de cet organisme. Le gouvernement sanctionne le 21 décembre 1972 la "*Loi modifiant la loi de la division territoriale*".

Cette nouvelle répartition de la carte électorale du Québec affecte fortement la région de Joliette. Jusqu'à ce jour, comtés et circonscriptions électorales avaient les mêmes délimitations territoriales. Maintenant, c'est différent puisque les nouveaux districts électoraux ne correspondent plus aux limites des

comtés municipaux. Il faut donc employer les mots "circonscription" ou "district électoral" lorsqu'on parle de la représentation parlementaire.

Pour expliquer davantage toute la procédure suivie pour en arriver à une délimitation finale, il faut mentionner que le premier rapport de la commission fut déposé le 1er mars 1972. Les partis politiques pouvaient faire des recommandations concernant les districts proposés.

Au mois de juillet 1972, un second rapport fut déposé en tenant compte des avis des différents partis du Québec. Enfin, le rapport est déposé à l'Assemblée Nationale pour étude en commission parlementaire et adoption. Après de nombreuses discussions, le Gouvernement le sanctionne, le 21 décembre 1972, avec plusieurs modifications qui dans l'ensemble respectaient l'idée première de la Commission.

Voici, en résumé, les nouvelles délimitations des circonscriptions électorales dans nos quatre comtés, inchangés depuis 1853.

JOLIETTE-MONTCALM

A l'élection du 29 octobre 1973, le nouveau district de Joliette-Montcalm comprend toutes les anciennes municipalités du comté de Montcalm moins celles de St-Calixte et d'Entrelacs. Dans l'ancien comté de Joliette, la nouvelle circonscription comprend les municipalités de Crabtree, St-Pierre, Notre-Dame de Lourdes, St-Ambroise de Kildare, St-Charles Borromée, St-Paul, St-Thomas et la cité de Joliette. La nouvelle circonscription ainsi formée compte 38,672 électeurs.

Dans son quatrième rapport daté de mars 1976, la commission projette les modifications suivantes au district de Joliette-Montcalm: que soient rattachées à ce district les municipalités de St-Roch de l'Achigan, St-Roch-Ouest et St-Calixte, et détachées de ce district les municipalités de Notre-Dame de Lourdes et St-Ambroise de Kildare. Tous ces projets de modifications auraient pour effet de porter à 38,191 le nom-

bre d'électeurs de la circonscription de Joliette-Montcalm.

BERTHIER

A l'élection de 1973 et de 1976, le district électoral de Berthier comprenait toutes les anciennes municipalités du comté de Berthier et toutes celles de l'ancien comté de Joliette moins Crabtree, St-Pierre, Notre-Dame de Lourdes, St-Ambroise de Kildare, St-Charles-Borromée, St-Paul, St-Thomas et la cité de Joliette. La nouvelle circonscription compte 27,294 électeurs.

En 1976, la commission recommande les modifications suivantes: que soient rattachées au comté de Berthier les municipalités de Notre-Dame de Lourdes et de St-Ambroise de Kildare. Il n'est pas prévu que ce district cède des territoires. Avec ces additions, le nombre d'électeurs atteindrait 29,132.

L'ASSOMPTION

Le district de L'Assomption demeure le seul dans notre région à ne connaître aucune modification depuis 1853. Il conserve ses mêmes délimitations avec en 1971, 41,231 électeurs.

En ce qui concerne les recommandations de la commission, cette dernière demande que les municipalités de Ville des Laurentides, La Plaine, St-Lin et St-Roch Ouest soient rattachées au district de Prévost. Ces modifications permettraient de réduire de 3,870 électeurs ce district pour le stabiliser à 37,361.

Dans la nouvelle carte électorale en vigueur depuis l'élection de 1973, mentionnons que les municipalités de Saint-Calixte et d'Entrelacs sont passées au nouveau district de Prévost, créé en vertu de la loi de 1972. Les raisons de leur transfert découlent de leurs situations géographiques puisqu'elles sont situées à l'extrémité ouest de la région De Lanaudière.

Enfin, malgré plusieurs transformations des divisions électorales de notre région, toutes les municipalités comprises dans

les quatre comtés d'autrefois se retrouvent dans les trois présentes circonscriptions à l'exception de Saint-Calixte et d'Entrelacs. L'effet principal de ces modifications est sans aucun doute de réduire à trois le nombre de nos représentants à l'Assemblée Nationale.

NOS HOMMES POLITIQUES

Sur la scène provinciale, quatre de nos politiciens ont accédé au cabinet des ministres. En somme depuis 1944, les comtés de Montcalm, l'Assomption et Joliette ont toujours été représentés par au moins un ministre.

Il y eut au début de cette période, l'Honorable Antonio Barrette dont il fut question au chapitre précédent. Nommé ministre du Travail en 1944, il occupa ce poste jusqu'en 1960. Cette année-là, il est assermenté comme Premier Ministre, à la suite du décès de l'Honorable Paul Sauvé. Il occupera cette haute fonction jusqu'aux élections de 1960. Cette même année son parti est battu par les libéraux. En 1963, il sera nommé par le gouvernement fédéral ambassadeur du Canada en Grèce.

En 1966, l'Union Nationale présente dans le comté de Montcalm un jeune professeur talentueux, Marcel Masse. Dès son élection, il devient ministre d'État à l'Éducation et par le fait même, le plus jeune politicien au Québec à accéder au cabinet des ministres. A la suite des élections de 1970, il se retrouve dans l'opposition. Après plusieurs tentatives en politique soit comme chef de son parti ou comme candidat conservateur sur la scène fédérale, il quitte la politique active en 1973 et accepte une mission économique en Afrique pour le compte des Nations-Unies.

Robert Lussier également de l'Union Nationale est élu député de L'Assomption en 1966 et quelques mois plus tard, occupe le fauteuil ministériel des affaires municipales.

Le quatrième politicien de notre région à occuper une fonction ministérielle, c'est le docteur Robert Quenneville, député de Joliette-Montcalm, élu aux élections de 1970. Dès son élection,

il est nommé ministre d'Etat à la Santé. Par la suite, il occupera d'autres fonctions ministérielles jusqu'au 30 juillet 1975, quand il est désigné titulaire du ministère du Revenu. Il est défait à l'élection de 1976.

Le plus récent des ministres, c'est l'Honorable Jacques Parizeau, député de L'Assomption, élu le 15 novembre 1976 et nommé ministre des Finances le 26 novembre.

Sur la scène fédérale, cette période est marquée au tout début, en 1952 par une modification des districts électoraux fédéraux et de la représentation parlementaire. Dans notre région, on remarque une modification mineure.

Le comté de Berthier-Maskinongé devient celui de Berthier-Maskinongé-DeLanaudière en lui rattachant le canton de Gouin situé à l'ouest de St-Michel-des-Saints. Avant l'adoption de cette loi, ce territoire faisait partie du district électoral de Joliette-L'Assomption-Montcalm.

Du côté politique, c'est l'époque des gouvernements minoritaires. A l'occasion des neuf scrutins généraux, les conservateurs et les libéraux sont appelés à former des gouvernements qui ne possèdent pas la majorité absolue en Chambre. L'avènement de partis comme le Nouveau Parti Démocratique et le Crédit Social est directement impliqué dans ce nouveau régime de gouvernement minoritaire.

Cette période de 25 années est marquée par une seule élection partielle. Elle eut lieu dans le district de Joliette-L'Assomption-Montcalm le 3 octobre 1950. Elle fut nécessaire par la démission de Georges-Emile Lapalme qui accéda la même année à la chefferie du parti libéral du Québec. A cette élection, le comté de Joliette choisit Me Maurice Breton, avocat de Joliette et candidat libéral.

Aucun de nos hommes politiques n'a accédé au cabinet des ministres. Notre région n'a jamais été des plus choyées en ce qui a trait aux élus ministrables. Le dernier à l'avoir été fut l'Honorable François-Georges Baby, député de Joliette en 1878.

Même s'il n'est pas ministre, bien qu'il soit presque assuré d'un poste au cabinet dans un futur gouvernement conservateur, M. Roch LaSalle demeure une figure politique intéressante. Battu en 1965, il est élu pour la première fois en 1968 comme conservateur. En 1972, il se présente comme indépendant et il est réélu. Enfin en 1974, après avoir réintégré son parti, il revient une troisième fois comme député de la circonscription de Joliette-L'Assomption-Montcalm. Toute sa carrière politique repose sur sa personnalité et son intégrité qui ne tient pas compte des partis politiques. C'est certainement l'un des rares cas où un candidat se fait réélire trois fois sous une bannière différente et par surcroît lorsque le parti adverse détient le pouvoir.

C'est ainsi que se termine cette première partie analysant l'évolution politique de la région de Joliette au Provincial et au Fédéral. Cette histoire nous permettra de mieux situer les 147 politiciens dont les biographies suivent dans la seconde partie de cet ouvrage.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1950-1976**

ÉLECT.	BERTHIER	L'ASSOMPTION	JOLIETTE	MONTCALM
1952	A. Lavallée	V.-S. Chartrand	A. Barrette	J.-M. Tellier
1956	A. Lavallée	V.-S. Chartrand	A. Barrette	J.-M. Tellier
1960	A. Lavallée	F. Coiteux	A. Barrette	J.-M. Tellier
1960*	<hr/>	<hr/>	G. Lambert	<hr/>
1962	L. McGuire	F. Coiteux	M. Majeau	G. Martin
1966	G.-M. Gauthier	R. Lussier	P. Roy	M. Masse
1970	G.-M. Gauthier	J. Perreault	R. Quenneville	M. Masse
1973	M. Denis	J. Perreault	R. Quenneville G. Chevrette	
1976	J.-G. Mercier	J. Parizeau		

* Indique une élection partielle.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE À LA CHAMBRE DES COMMUNES
1950-1976**

ÉLECTIONS	JOLIETTE-L'ASSOMPTION MONTCALM	BERTHIER-MASK. DELANAUDIÈRE
1953	M. Breton	J. Langlois
1957	M. Breton	J. Langlois
1958	L.-J. Pigeon	R. Paul
1962	L.-J. Pigeon	R. Paul
1963	L.-J. Pigeon	R. Paul
1965	J.-R. Comtois	A. Yanakis
1968	R. LaSalle	A. Yanakis
1972	R. LaSalle	A. Yanakis
1974	R. LaSalle	A. Yanakis

**PARTIS AU POUVOIR ET REPRÉSENTATION DES PARTIS DANS LA RÉGION DE JOLIETTE
1950-1976**

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>1952</u>	<u>1956</u>	<u>1960</u>	<u>1962</u>	<u>1966</u>	<u>1970</u>	<u>1973</u>	<u>1976</u>
QUÉBEC	UN	UN	L	L	UN	L	L	PQ
JOLIETTE	UN	UN	UN	UN	UN	L	L	PQ
MONTCALM	UN	UN	UN	L	UN	UN		
L'ASSOMPTION	UN	UN	L	L	UN	L	L	PQ
BERTHIER	UN	UN	UN	L	UN	UN	L	PQ

<u>ÉLECTIONS</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>	<u>1958</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1965</u>	<u>1968</u>	<u>1972</u>	<u>1974</u>
CANADA	L	PC	PC	PC	L	L	L	L	L
JOLIETTE									
L'ASSOMPTION	L	L	PC	PC	PC	L	PC	IND	PC
MONTCALM									
BERTHIER									
MASKINONGÉ	L	L	PC	L	L	L	L	L	L
DE LANAUDIÈRE									

Partis: L: Libéral, PC: Progressiste-Conservateur, UN: Union Nationale, IND: Indépendant, PQ: Parti Québécois.

APPENDICE 1790-1976

**DATES DES ÉLECTIONS AU QUÉBEC
DANS LA RÉGION DE JOLIETTE 1792-1976**

1 - ACTE CONSTITUTIONNEL

1792	10 juillet	* 1815	10 juin (Leinster)
* 1793	janvier (Leinster)	1816	25 avril
1796	20 juillet	1820	11 avril
1800	28 juillet	1820	25 juillet
1804	6 août	* 1822	9 janvier (Leinster)
1808	18 juin	1824	25 août
1809	23 novembre	1827	25 août
1810	21 avril	1830	26 octobre
* 1812	août (Warwick)	* 1832	30 juillet (L'Assomption)
1814	13 mai	1834	22 novembre
		* 1837	7 mars (Berthier)
		* 1837	26 mai (Lachenaie)

2 - ACTE D'UNION

1841	8 avril	
* 1842	8 août (Leinster)	
1844	12 novembre	
1848	24 janvier (Leinster)	
1851	15 décembre (Berthier)	19 décembre (Leinster)
1854	19 juillet (Joliette)	31 juillet (Bert., L'Assomp., Montc.)
1858	2 janvier (Berthier)	9 janvier (L'Assomption)
1861	6 juillet (L'Assomp.)	8 juillet (Berthier) 15 juillet (Montc.)
* 1862	20 février (Montcalm)	
1863	23 juin (Berthier)	26 juin (Joliette)

3 - CONFÉDÉRATION-QUÉBEC

1867	24 août (L'Ass.)	3 septembre (Jol.)	10 sept. (Bert.-Montc.)
1871	12 juin (L'Assomption)	11 juillet (Berthier)	
* 1874	13 mars (Montcalm)		

DEPUIS CETTE ANNÉE - ÉLECTIONS À DATE FIXE

1875	7 juillet	* 1917	12 novembre (Montcalm)
1878	1 mai	1919	5 février
* 1880	4 juin (L'Assomption)	1923	5 février
* 1880	6 décembre (Berthier)	* 1925	30 novembre (Berthier)
1881	2 décembre	1927	16 mai
* 1885	24 septembre (Joliette)	* 1929	16 novembre (Montcalm)
1886	14 octobre	1931	24 août
* 1886	11 décembre (Montcalm)	1935	25 novembre
* 1888	27 décembre (L'Assomption)	1936	17 août
* 1889	23 octobre (Joliette)	1939	25 octobre
* 1890	15 janvier (Berthier)	1944	8 août
1890	17 juin	1948	28 juillet
1892	8 mars	1952	16 juillet
1897	11 mai	1956	20 juin
1900	7 décembre	1960	22 juin
* 1904	10 mars (Berthier)	* 1960	23 novembre (Joliette)
1904	25 novembre	1962	14 novembre
* 1906	5 novembre (L'Assomption)	1966	5 juin
1908	8 juin	1970	29 avril
1912	15 mai	1973	29 octobre
1916	22 mai	1976	15 novembre

Le signe (*) indique des élections partielles dans ce comté.

Les dates indiquées avant 1850 marquent l'entrée des résultats au bureau du greffier de la Chancellerie au Parlement.

DATES DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES DANS LA RÉGION DE JOLIETTE 1867-1974

- 1867 14 septembre (Bert.) 7 septembre (Jol.-L'Ass.) 2 septembre (Montc.)**
- * 1871 15 septembre (Montcalm)**
- 1872 30 juillet (Joliette) 10 août (Montcalm)**

DEPUIS CETTE ANNÉE - ÉLECTIONS À DATE FIXE

- | | |
|-----------------------------------------|---------------------------------------|
| 1874 2 février | * 1889 16 janvier (Joliette) |
| * 1874 10 décembre (Joliette) | 1891 5 mars |
| * 1875 27 février (Berthier) | * 1892 2 mars (Montcalm) |
| * 1875 16 janvier (L'Assomption) | * 1892 7 juin (L'Assomption) |
| 1878 17 septembre | 1896 23 juin |
| * 1878 14 novembre (Joliette) | * 1900 18 janvier (Berthier) |
| * 1880 9 décembre (Joliette) | 1900 7 novembre |
| 1882 20 juin | 1904 3 novembre |
| * 1882 7 décembre (Joliette) | * 1907 7 mars (L'Assomption) |
| 1887 22 février | 1908 26 octobre |
| * 1888 3 avril (L'Assomption) | * 1909 25 septembre (Montcalm) |

1911	21 septembre		
1917	17 décembre		
1921	6 décembre		
1925	29 octobre		
1926	14 octobre		
* 1928	17 décembre (Joliette)		
* 1930	26 juillet		
1935	14 octobre		
1940	26 mars		
1945	11 juin		
1949	27 juin		
		* 1950	3 octobre (J.-A.-M)
		1953	10 août
		1957	10 juin
		1958	31 mars
		1962	18 juin
		1963	8 avril
		1965	8 novembre
		1968	25 juin
		1972	30 octobre
		1974	8 juillet

Le signe (*) indique des élections partielles dans ce comté.

**LES DÉPUTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE 1792 À 1976
RANG SOCIAL ET OCCUPATIONS**

TITRE	1867-1792	QUÉ	CAN	TOTAL	%
Seigneurs	3	—	1	4	3%
Avocats	9	15	15	39	26%
Notaires (2)	5	4	10	19	13%
Médecins (2)	3	7	5	15	9%
Journaliste	1	—	—	1	.5%
Ingénieurs, Arpenteurs Architectes, Agronomes	—	3	2	5	3%
Economistes, Administrateurs	—	2	—	2	2%
Marchands, Négociants.	15	4	2	21	13%
Artisans	4	—	—	4	3%
Industriels	—	5	2	7	5%
Gérants, Professeurs, Courtiers d'Assurance	—	8	1	9	6%
Eleveurs Cultivateurs (1)	8	13	3	24	16%
Autre	—	—	—	—	—
Pilote d'aréonef	—	1	—	1	.5%
TOTAL	48	62	41	151	100%

Notes: (1) Y compris un député avec double mandat

(2) Y compris 3 députés élus avant et après 1867.

**LIEU DE RÉSIDENCE DES DÉPUTÉS
DE LA RÉGION DE JOLIETTE 1792-1976**

LOCALITÉS	(1)	(2)	LOCALITÉS	(1)	(2)
Berthier	9	9	St-Cuthbert (b)	2	2
Crabtree	—	1	St-Damien	—	1
Ile Dupas	1	1	Ste-Elisabeth	1	1
Joliette	—	23	St-Esprit	—	4
Lachenaie	2	1	St-Félix Valois	—	2
Lanoraie	—	1	St-Gabriel	—	4
Lavaltrie	3	—	St-Jacques-l'Achigan	3	3
L'Assomption (b)	16	7	St-Jean-de-Matha	—	2
L'Épiphanie	—	2	Ste-Julienne	—	2
Montréal	4	11	St-Liguori (a)	—	4
Repentigny	1	3	St-Lin	—	4
St-Alexis (b)	1	2	Ste-Marie Beauce	1	—
St-Ambroise	—	1	St-Michel-Saints	—	2
St-Barthélemy	—	2	St-Paul l'Ermite	—	1
St-Calixte	—	2	St-Roch l'Achigan	3	—
	—	—	St-Paul-Joliette	1	1
St-Justin	—	1	Louiseville	—	2
St-Sulpice	—	1			
TOTAL (1)	48		TOTAL (2)	103	

Notes: (1) Les députés élus de 1792 à 1867

(2) Les députés élus de 1867 à 1976

(a) Y compris un député avec double mandat.

(b) Y compris trois députés élus avant et après 1867.

LES MINISTRES ISSUS DE LA RÉGION DE JOLIETTE

NOMS	COMTES	NIVEAU	MINISTÈRES PRINCIPAUX	DATES
Archambault, Louis	L'Assomption	Provincial	Travaux Publics	1867-1873
Archambault, Louis	L'Assomption	Fédéral	Agriculture	1867-1874
Baby, François-G.	Joliette	Fédéral	Revenu et Intérieur	1878-1880
Barrette, Antonio	Joliette	Provincial	Premier Ministre et Travail	1944-1960
Bastien, Cléophas	Berthier	Provincial	Colonisation	1939-1944
Lussier, Robert	L'Assomption	Provincial	Affaires Municipales	1966-1970
Masse, Marcel	Montcalm	Provincial	Affaires Inter-Gouvernementales et Richesses Naturelles	1966-1970
Perron, J. Léonide	Montcalm	Provincial	Voirie	1929-1930
Quenneville, Robert	Jol.-Montcalm	Provincial	Revenu	1970-1976
Taillon, L. Octave	Montcalm	Provincial	Premier Ministre	1887-1887
Parizeau, Jacques	L'Assomption	Provincial	Ministre des Finances	1976-

LES CONSEILLERS LÉGISLATIFS DU QUÉBEC 1858-1968

NOMS	DIVISIONS	MANDAT	RÉSIDENCE	OCCUPATION	N/D
Archambault, P.-Urgel	Repentigny	1858-1867	L'Assomption	Ingénieur	1812-1871
Archambault, Louis	Repentigny	1867-1888	L'Assomption	Notaire	1814-1890
Archambault, Horace	Repentigny	1888-1908	Montréal	Avocat	1857-1918
Bergevin, Achile	Repentigny	1910-1913	Montréal	Courtier	1870-1933
Simard, G.-Aimé	Repentigny	1913-1921	Montréal	Industriel	1870-1953
Simard, G.-Aimé	Repentigny	1923-1953	Montréal	Industriel	1870-1953
Masson, Edouard	Repentigny	1953-1967	Montréal	Avocat	1896-
Faribault, Marcel	Repentigny	1967-1968	Outremont	Notaire	1908-1972
Bareil-Lajoie, Alex	Lanaudière	1862-1862	Maskinongé	Agriculteur	1795-1862
Olivier, L.-Auguste	Lanaudière	1863-1867	Berthier	Avocat	1816-1881
Dostales, P. Eustache	Lanaudière	1867-1884	Berthier	Agriculteur	1809-1884
Masson, Rodrigue	Lanaudière	1884-1884	Terrebonne	Avocat	1833-1903
Lavallée, V.-Paul	Lanaudière	1885-1888	St-Félix	Médecin	1839-1931
Sylvestre, Louis	Lanaudière	1890-1905	Ile Dupas	Agriculteur	1832-1914
Alard, Jules	Lanaudière	1905-1910	Yamaska	Avocat	1859-1945
Bérard, L.-Philippe	Lanaudière	1912-1914	Montréal	Avocat	1858-1926

Allard, Jules	Lanaudière	1916-1919	Yamaska	Avocat	1859-1945
Robillard, Clément	Lanaudière	1919-1926	Montréal	Comptable	1850-1926
Serre, Gaspard de	Lanaudière	1928-1928	Montréal	Financier	1855-1928
Daniel, J. Ferdinand	Lanaudière	1929-1940	St-Esprit	Notaire	1870-1940
Messier, Félix-E.	Lanaudière	1942-1968	St-Antoine	Hom. d'Affaires	1876-1968

LES SÉNATEURS CANADIENS DE 1867 A 1976

NOMS	DIVISIONS	MANDAT	RÉSIDENCE	OCCUPATION	N/D
Armand, J. François	Repentigny	1867-1903	Riv. D. Prairies		1820-1903
Legris, J. Hormidas	Repentigny	1903-1942	Louiseville		1850-1942
Du Tremblay, P. H. Réal	Repentigny	1942-1955	Outremont	Avocat	1879-1955
Lefrançois, J. Eugène	Repentigny	1957-	Montréal		
Olivier, L. Auguste	Lanaudière	1867-1872	Berthier	Avocat	1816-1881
Bellerose, J. H.	Lanaudière	1872-1899	Laval		1820-1899
Casgrain, J. Philippe	Lanaudière	1900-1939	Québec	Ingénieur	1856-1939
St-Père, E. Charles	Lanaudière	1940-1953	Montréal	Financier	1896-1962
Fournier, Sarto	Lanaudière	1953-			

AUTRES POLITIENS ISSUS DE LA RÉGION DE JOLIETTE

La région de Joliette a fourni au pays plusieurs autres hommes politiques qui n'ont pas représenté une circonscription électorale de chez nous. Bien incomplète, cette liste en mentionne quelques-uns.

CARDIN, Louis-Pierre-Paul. Natif de Berthier, il représente le comté de Richelieu à la Législature du Québec de 1886 à 1891.

CASSIDY, François naît à Saint-Jacques de L'Achigan en 1823. Maire de Montréal en 1873 et député de Montréal-Ouest de 1871 à son décès le 14 juin 1873.

COULOMBE, Jérémie. Natif de Saint-Cuthbert, il siège au Parlement fédéral comme représentant du comté de Maskinongé de 1887 à 1891.

JETTÉ, Louis-Amable naît à L'Assomption en 1836. Député de Montréal-Est aux Communes en 1872. Avocat, il est désigné Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec de 1898 à 1908. Par la suite, il est juge en chef de la Province. Il décède à Montréal en 1920.

LAFONTAINE, Joseph-L. Natif de Lavaltrie, il est député du comté de Shefford à la Législature du Québec de 1878 à 1881.

LANDRY, Bernard. Avocat né à Saint-Jacques (Montcalm) en 1937. Candidat du Parti Québécois défait dans Joliette en 1973, il est élu député de Fabre en 1976. Il est désigné par le Premier Ministre, ministre d'État au développement économique.

LAURIER, Wilfrid naît à Saint-Lin des Laurentides en 1841. Élu député de Drummond-Arthabaska à la Législature du Québec de 1871 à 1874. De 1874 à 1877, député du même comté à la Chambre des Communes. Député de Québec-Est de 1877 à

1920 et Premier Ministre du Canada de 1896 à 1911. Il décède à Ottawa en 1920.

LAURIN, Camille. Médecin né à Charlemagne dans le comté de L'Assomption en 1922. Député de la circonscription montréalaise de Bourget sous la bannière du PQ de 1970 à 1973. Réélu en 1973, il est nommé ministre d'État au développement culturel.

MORIN, Louis-Siméon. Né à Lavaltrie en 1831, il devient avocat. Député de Terrebonne en 1857 puis protonotaire à Joliette en 1872. Décédé en 1879.

TARTE, Joseph-Israël. Journaliste né à Lanoraie en 1848. Député fédéral de plusieurs circonscriptions du Québec. Nommé ministre des Travaux Publics de 1896 à 1902. Il décède à Montréal en 1907.

STATISTIQUES SUR LES DÉPUTÉS

- 1 - *Députés élus pour le plus long mandat:*
 - 1 - Walter Reed, 27 ans, député de L'Assomption de 1908 à 1935. Qué.
 - 2 - Paul-Arthur Séguin, 27 ans, député de L'Assomption de 1908 à 1935.

- 2 - *Députés élus pour le plus court mandat:*
 - 1 - Omer Dostaler, 5 mois et 2 jours, député de Berthier en 1890.
 - 2 - Jean-Louis Martin, 5 mois et 1 jour, député de Montcalm en 1861.

- 3 - *Député le plus jeune avant la Confédération:*
 - 1 - Ross Cuthbert, 24 ans, élu dans Warwick en 1800.

- 4 - *Député le plus jeune après la Confédération:*

J.-B.-Trefflé Richard, 24 ans, député élu dans Montcalm en 1881.

- 5 - *Député le plus âgé avant la Confédération:*
 - 1 - Jacob DeWitt, 78 ans, élu dans Leinster en 1842.

- 6 - *Député le plus âgé après la Confédération:*
 - 1 - Etienne Mathieu, 63 ans, élu dans L'Assomption en 1867.

- 7 - *Moyenne d'âge des députés lors de leur élection:*

42 ans pour la période de 1792 à 1976.

- 8 - *Nombre de députés ayant fréquenté le Collège de L'Assomption:*
 - 1 - De 1833 à 1976, 29 députés ont fréquenté cette institution.

- 9 - *Nombre de députés ayant fréquenté le Collège de Joliette:*
 - 1 - De 1846 à 1976, 26 députés ont fréquenté cette institution.

- 10 - *Nombre de députés ayant fréquenté le Collège de Berthier:*
 - 1 - De 1846 à 1976, 26 députés ont fréquenté cette institution.

- 11 - *Nombre d'élections tenues entre 1792 et 1867 dans la région:*
 - 1 - 23 scrutins généraux.
 - 2 - 9 scrutins partiels.

- 12 - *Nombre d'élections fédérales tenues entre 1867 et 1976:*
 - 1 - 30 scrutins généraux.
 - 2 - 16 scrutins partiels.

- 13 - *Nombre d'élections provinciales tenues entre 1867-1976:*
 - 1 - 31 scrutins généraux.
 - 2 - 14 scrutins partiels.

- 14 - *Les députés vivants en 1977:*

En 1977, 26 députés sont vivants, le plus vieux est Adhémar Raynault, député de L'Assomption de 1936 à 1939, âgé de 87 ans.

- 15 - *Lieux de naissance des députés:*

Des 147 parlementaires de la région de Joliette, 33 sont natifs du comté de Berthier, 19 de celui de Joliette, 26 du comté de L'Assomption, 18 de Montcalm et 51 de l'extérieur de la région.

POPULATION DES COMTÉS DE LA RÉGION DE JOLIETTE 1792-1867

COMTÉS	PÉRIODES	1790	1810*	1818*	1825	LIEUX DE L'ÉLECTION
Leinster	1791-1829	9,368	13,518	17,823	24,184	L'Assomption
Warwick	1791-1829	6,185	11,168	14,724	19,979	Berthier St-Paul (1825)
COMTÉS	PÉRIODES	1827	1831			LIEUX DE L'ÉLECTION
Berthier	1829-1838	17,795	24,781	—	—	Berthier St-Paul (1833)
Lachenaie	1829-1838	14,975	9,402	—	—	St-Roch-l'Achigan
L'Assomption	1829-1838	10,246	12,372	—	—	L'Assomption
COMTÉS	PÉRIODES	1844	1851	1861	1871	LIEUX DE L'ÉLECTION
Leinster	1840-1854	25,583	29,690	—	—	Chaque paroisse (1)
Berthier	1840-1867	27,121	34,608	19,608		Chaque paroisse
L'Assomption	1854-1867	—	—	17,355		Chaque paroisse
Joliette	1854-1867	—	—	21,198		Chaque paroisse
Montcalm	1854-1867	—	—	14,758		Chaque paroisse

* Population approximative établie par extrapolation des recensements de 1790 et 1825.

(1) En 1841 les élections se tiennent à Ste-Elisabeth pour Berthier et à St-Jacques-de L'Achigan pour Leinster.

(SECONDE PARTIE)

**BIOGRAPHIES
DES PARLEMENTAIRES 1792-1976**

ALLARD, Victor naît à Saint-Cuthbert, le 1er février 1860, du mariage de Prosper Allard et de Geneviève Auriez-Laferrière. Il fait ses études primaires à St-Cuthbert puis s'inscrit au Collège de L'Assomption en 1872. Au terme de ses études en 1878, il s'inscrit au cours de Droit à l'Université Laval où cinq ans plus tard, il obtient son diplôme de Droit. Admis au barreau en 1884, il s'installe à Berthierville où il pratique sa profession.

Le 21 janvier 1885, il épouse à L'Assomption, Blanche Dorval. Dès 1890, il tente sa chance en politique en se portant candidat à l'élection provinciale de 1890. Défait, il se présente à nouveau comme candidat conservateur en 1891 mais cette fois-ci sur la scène fédérale où une fois de plus il est perdant. Aux élections provinciales du 8 mars 1892, il réussit à se faire élire dans le comté de Berthier en battant Alphonse-Cuthbert Chenevert par 131 voix de majorité.

Il siège au parlement provincial de 1892 à 1897. Il est défait aux scrutins subséquents de 1897 à 1904. En dernier recours, il tente de se faire élire au niveau fédéral, en 1908, sans y réussir. Cette dernière défaite met fin à sa carrière politique.

Sur la scène locale, il est conseiller municipal de Berthierville, en 1897, et maire de 1898 à 1914. En 1916, il est nommé juge de la Cour Supérieure, fonction qu'il occupera jusqu'en 1920. Cette année-là, il quitte Berthierville pour s'établir à Montréal à la suite de sa nomination comme juge de la Cour du banc du Roi. En 1929, il est nommé juge de la Cour d'Appel du Québec fonction qu'il occupera jusqu'à son décès survenu à Montréal le 3 juin 1931.

(Bibliographie: *Hist. Coll. de l'Assomption*, 1933, *Album tricentenaire de Berthier*, 1967, *Rep. des Mariages du comté de Berthier* 1966, *Canadian Companion Guide*, 1895, *Les juges de la P. de Québec*, 1933, *Registres de l'Etat civil*, Joliette, 1976).

ARCHAMBAULT, A.-A.

L'ASSOMPTION 1861-1863

CAN.-UNI

ARCHAMBAULT, Alexandre-A. naît à L'Assomption, le 7 juin 1829, du mariage de Pierre-Amable Archambault et de Madeleine Bruquier. Il commence ses études primaires dans son village natal puis s'inscrit au Collège de L'Assomption, en 1839, où il termine son cours classique en 1847. Par la suite, il poursuit ses études de Droit sous la direction de son beau-frère, Joseph Papin. Il est reçu avocat, en 1857, et pratique à L'Assomption.

Le 9 janvier 1852, il épouse à Montréal, Léocadie Hommier, la belle-soeur de Joseph Papin, député de L'Assomption de 1854 à 1857.

Sur la scène locale, Alexandre Archambault, capitaine de milice, est maire de L'Assomption de 1858 à 1870. En 1860, il est préfet du comté.

Avec l'appui de Joseph Papin, il se présente candidat à l'élection générale du 1861. Le 6 juillet, date du scrutin, il est élu député de L'Assomption défaisant ainsi, Louis Archambault. En 1863, ce dernier défait Alexandre Archambault.

Alexandre Archambault décède à L'Assomption, le 12 juillet 1879.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Canadian Parliamentary Guide* 1862, *The Canada Directory*, 1857, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

ARCHAMBAULT, J.
LEINSTER **1810-1814** **BAS-CAN.**

ARCHAMBAULT, Jacques naît à Repentigny, en septembre 1765, du mariage de Pierre Archambault et de Josephthe Gauthier. Il réside à Repentigny avec ses parents. Le 6 octobre 1783, il épouse dans sa paroisse natale Véronique Debuissat dit Saint-Germain.

En 1800, il quitte Repentigny pour s'établir à Saint-Roch de L'Achigan où il est agriculteur comme son père qui émigre lui aussi à Saint-Roch. Le 7 mars 1803, il est nommé capitaine et adjudant du bataillon de Leinster, section de Saint-Roch. En même temps, il se voit assigner la fonction de juge de paix.

Candidat du "Bloc Canadien" au scrutin de 1810, il est élu le 21 avril député du comté de Leinster. Il siège au Parlement du Bas-Canada pendant un seul mandat puis se retire de la scène politique pour retourner à ses occupations.

Jacques Archambault est marguillier à Saint-Roch en 1816 et en 1825. Il décède à Saint-Roch de L'Achigan, le 31 décembre 1851, âgé de 86 ans.

(Bibliographie: *Album 150ème anniversaire de Saint-Roch*, 1953, *La milice du Bas-Canada, 1829-1830, Recensements de 1825 et 1831, Répertoire des mariages du comté de l'Assomption*, 1962, *Registres de l'état civil, Joliette*, 1976).

ARCHAMBAULT, J.-B.
LEINSTER **1800-1808** **BAS-CAN.**

ARCHAMBAULT, Jean-Baptiste naît à L'Assomption, vers 1780, de l'union de Jean Archambault et de Françoise Beaudry. Cultivateur à L'Assomption, dans la région qui deviendra en 1787 Saint-Roch de l'Achigan, il épouse dans cette paroisse le 27 janvier 1806 Josephthe Payette dit Saint-Amour. De leur union naîtront 3 enfants.

Jean-Baptiste Archambault est élu député de Leinster le 28 juillet 1800 et réélu en 1804. Il siège au Parlement du Bas-Canada pendant deux mandats.

Jean-Baptiste Archambault décède à Saint-Roch de L'Achigan vers 1831.

(Bibliographie: *Histoire de l'Assomption*, 1967, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Recensement de 1825*, *Répertoire des mariages du comté de l'Assomption*, 1962).

ARCHAMBAULT, J.-É.

BERTHIER

1900-1908

CAN.

ARCHAMBAULT, Joseph-Eloi naît à Saint-Jacques-de-L'Achigan, le 3 décembre 1861, du mariage de François Archambault et d'Ogine Magnan. Après ses études à Saint-Jacques, il fréquente le Collège de L'Assomption de 1872 à 1880, puis s'inscrit au notariat à l'Université Laval de Québec en 1880. Il est reçu notaire en 1885.

Dès son admission à la Chambre des notaires, Joseph-Eloi Archambault s'installe à Saint-Gabriel de Brandon où il pratique sa profession jusqu'en 1909. Le 9 février 1886, il épouse à Plessisville, Marie-Anne Parent.

A Saint-Gabriel, Joseph-Eloi Archambault s'intéresse activement à la vie de sa collectivité. Le 25 avril 1888, il accepte le poste de secrétaire-trésorier de la commission scolaire locale et cela jusqu'en 1913. De 1896 à 1905, il est maire de Saint-Gabriel et préfet du comté de Berthier de 1896 à 1900.

A la suite de la démission de Cléophas Bastien en décembre 1899, Joseph-Eloi Archambault se porte candidat à l'occasion de l'élection partielle du 18 janvier 1900. A cette occasion, il est élu par acclamation député de Berthier à la Chambre des Communes. Réélu en 1900 et en 1904, il quitte la

politique active en 1908 pour accepter, le 11 décembre 1908, le poste d'inspecteur des poids et mesures à Montréal. Il occupera cette fonction administrative jusqu'à son décès survenu à Joliette, le 23 décembre 1916, à la suite d'une longue maladie. Il fût inhumé au cimetière de Saint-Gabriel de Brandon.

(Bibliographie: *Histoire de St-Gabriel*, 1917, *Senators and members of the House of Common*, 1906, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

ARCHAMBAULT, L. (HON.)

L'ASSOMPTION	1858-1861	CAN.-UNI
L'ASSOMPTION	1863-1867	CAN.-UNI
L'ASSOMPTION	1867-1874	CAN.

ARCHAMBAULT, Louis naît à Longue-Pointe en banlieue de Montréal, le 7 novembre 1814, du mariage de Jacques Archambault et de Catherine-Thérèse Raymondvert. Après ses études primaires, il étudie le notariat à Montréal où il est reçu notaire en 1836.

Le 5 août 1835, il épouse, à Saint-Roch de L'Achigan, Héloïse Roy puis s'installe définitivement dans cette paroisse où il pratique sa profession. A la suite du décès de son épouse, Louis Archambault épouse en secondes noces Elisabeth Dugal de L'Assomption, le 17 juillet 1848. De cette seconde union, naîtra Alfred Archambault qui, en 1904, deviendra le premier évêque de Joliette.

Homme actif, Louis Archambault occupe plusieurs fonctions à Saint-Roch. De 1843 à 1857, il est régistrateur du bureau d'enregistrement de L'Assomption, en 1845, il est commissaire d'école puis président de la commission scolaire locale de 1846 à 1848. De 1850 à 1855, il est préfet du comté de L'Assomption. Parallèlement, depuis 1851, il est maître de poste de son village.

En 1855 Louis Archambault vint s'installer à l'Assomption,

centre important de la région. C'est à L'Assomption qu'il fonde l'Association mutuelle des fabriques du diocèse de Montréal et de Saint-Hyacinthe.

Sa carrière politique débute le 9 janvier 1858 par son élection comme député de L'Assomption au Parlement du Canada-Uni. Au scrutin de 1861, il est défait par Alexandre Archambault de L'Assomption. En 1863, il est de nouveau élu représentant de son comté jusqu'à la Confédération.

Au tout début de l'ère confédérative, Louis Archambault joue un rôle important sur la scène politique. Elu premier député de L'Assomption à la Chambre des Communes, en 1867, il aussitôt nommé ministre de l'Agriculture. A Québec, le lieutenant-gouverneur le nomme Conseiller législatif le 2 novembre de la même année pour la division de Repentigny. A ce titre, il est désigné ministre des Travaux Publics, fonction qu'il occupera jusqu'en 1873.

Suite à l'adoption par le Parlement fédéral d'une loi abolissant le double mandat, il doit résigner ses fonctions à Ottawa le 2 janvier 1874. Il conservera toutefois son poste de Conseiller législatif jusqu'à sa démission le 6 juin 1888. Au cours de sa carrière, Louis Archambault fut président de la Chambre des Notaires de 1866 à 1870.

L'Honorable Louis Archambault décède à L'Assomption le 2 mars 1890. Son inhumation au cimetière local prit l'envergure d'une cérémonie nationale par la présence de nombreux politiciens et dignitaires.

Dans toute l'histoire du Canada, Louis Archambault aura été le seul homme politique du pays à occuper simultanément deux fonctions ministérielles aux deux paliers de gouvernement.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, B.R.H., *Canadian Parliamentary Guide*, 1871, *Album 150ème anniversaire de St-Roch*, 1953, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Journal l'Eclairer de Québec*, du 3 mars 1890).

ARMSTRONG, D.-M.
BERTHIER **1841-1851** **CAN.-UNI**

ARMSTRONG, David-Morrisson naît à Maskinongé, en 1805, du mariage du capitaine Edmund Armstrong, loyaliste américain immigré au pays en 1776, et d'Elisabeth Dunn. Après ses études à l'Institut Royal, il vient s'installer à Berthier où il tient commerce.

Il épouse à Berthier, le 8 janvier 1831, Léocadie Deligny, fille de Jacques Deligny, ancien député de Warwick et de Berthier.

Lieutenant-colonel du 4^{ème} bataillon de Berthier puis, commandant du même bataillon, David Armstrong est candidat à l'élection du 8 avril 1841 où il est élu député de Berthier au Parlement du Canada-Uni. Politicien du parti "Rouge" et opposé à l'Union, il est réélu en 1844 et en 1848. Son élection de 1848 sera toutefois contestée par Maurice-H. Beaulieu et les électeurs de Berthier mais les arguments de ses adversaires seront rejetés.

En 1851, il est défait par Joseph-Hilarion Jobin et retourne à ses affaires. En plus de son commerce, il est agent pour la "National Load Fund Life and Equitable Fire Co."

En 1855, il est nommé Conseiller Législatif et avec l'avènement de la Confédération, le Lieutenant-Gouverneur du Québec le désigne Conseiller Législatif de la division de Sorel. Il occupera cette fonction jusqu'à son décès, le 14 avril 1873 à Sorel.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, *Berthier, Hier et aujourd'hui*, 1953, *Journal L'Aurore des Canadas*, 1841, *Répertoire des mariages du comté de Berthier*, 1966).

BABY, L.-F.-G. (HON.)

JOLIETTE

1872-1800

CAN.

BABY, Louis-François-Georges naît à Montréal, le 26 août 1834, du mariage de Joseph Baby, notaire de Montréal et de Catherine Guy. Après ses études primaires, il s'inscrit en 1847 au Collège de Joliette. De 1851 à 1854, il fréquente le Séminaire de Montréal. A sa sortie de cette institution, il étudie le Droit pendant trois ans et est admis au Barreau le 5 janvier 1857. Cette année-là il vient s'installer à Joliette.

En juillet 1873, il épouse à Montréal Marie-Hélène-Adélaïde Berthelet. Sa première approche en politique débute en 1858, année où il est élu maire de L'Industrie (Joliette). Sa seconde tentative, cette fois-ci en politique fédérale, a lieu en 1867 où il est candidat conservateur dans le comté de Joliette. Il ne réussira pas à se faire élire. De nouveau sur les rangs en 1872, il est élu député de Joliette à la Chambre des Communes sous la bannière conservatrice le 30 juillet 1872.

En plus de son rôle de député, Georges Baby occupe la fonction de maire de Joliette de 1872 à 1875. La suite de sa carrière politique semble assez mouvementée. En 1874, il est réélu à l'élection générale puis démissionne pour se représenter à nouveau dans une élection partielle le 10 décembre suivant. Réélu par une plus forte majorité, il démissionne de nouveau en 1878. Il revient toutefois à la politique puisque le 26 octobre 1878, il est nommé ministre du Revenu Intérieur dans le cabinet J.A. MacDonald. Cette nomination l'oblige à se porter de nouveau candidat à l'élection complémentaire du 14 novembre suivant.

Le 28 octobre 1880, il donne sa démission pour accepter le lendemain, la fonction de juge à la Cour Supérieure du district des Trois-Rivières. Le 29 avril 1881, on le nomme juge de la cour d'Appel de Montréal. Il occupera ce poste jusqu'au 18 mai 1896. Parmi les autres activités de l'Honorable Baby, on le retrouve membre de la Commission d'enquête sur le scandale du chemin de fer de la Baie des Chaleurs en 1891. En 1896, il est président de la Commission de révision des droits statutaires du Canada.

Archéologue et collectionneur, Louis-François-Georges Baby fonde en 1901, la Société historique de Montréal dont il est le président jusqu'en 1906.

L'Honorable Baby décède à Montréal le 13 mai 1906 et son inhumation a lieu à Joliette. Il aura été le dernier ministre fédéral que connut la région jusqu'à ce jour. A son décès, il légua au Château de Ramsay de Montréal une importante partie de ses collections. L'Université de Montréal en possède également une bonne partie.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1893. *Les juges de la Province de Québec*, 1933, *Illustrated Guide* (Canada) 1882, *Joliette* 1864-1964).

BARBIER, L.-M.-R.

WARWICK

1824-1827

BAS-CAN.

BARBIER, Louis-Marie-Raphaël naît à Berthier, le 11 mars 1792, du mariage de Raphaël Barbier et de Josephte Tellier. Il fait ses études élémentaires à Berthier puis s'exile aux États-Unis pour compléter ses études en médecine. Il obtient sa licence le 7 septembre 1812. Dès son retour, il épouse Elisabeth Walker de Berthier et s'installe à la Grande Côte de Berthier en haut.

Il se présente comme candidat à l'élection du comté de Warwick où il est élu le 25 août 1824. Dès les premières sessions, il se range du côté ministériel.

A la suite du décès de sa première épouse, il se remarie à Lanoraie avec Marie-Elisabeth Cairn, le 28 août 1826. Par cette alliance, il devient le beau-frère du Seigneur James Cuthbert, fils, de Berthier.

Il eut 6 enfants. Louis-Marie-Raphaël Barbier pratique la médecine jusqu'à son décès survenu le 1er mai 1852. Il est inhumé dans le cimetière local de Berthier quelques jours plus

tard en présence de plusieurs dignitaires de la région venus lui rendre un dernier hommage.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, R.H.A.F., *Registres de l'état civil, Joliette* 1976, *Archives du Collège des médecins*, 1976, *Recensement de 1831*).

BARRETTE, A. (HON.)

JOLIETTE

1936-1960

QUÉ.

BARRETTE, Antonio naît à Joliette, le 26 mai 1899, du mariage d'Ernest Barrette et de Robéa Côté. En 1907, il commence ses études à l'Académie Saint-Viateur de Joliette. En 1914, se voyant dans l'obligation de les abandonner, il s'engage comme manoeuvre au Canadien National. En 1921, il devient machiniste, métier qu'il pratiquera jusqu'en 1931. Parallèlement à son travail, Antonio Barrette complète de lui-même ses études. En 1931, il devient ingénieur mécanicien-en-chef de la Cie "Acme Glove Work Ltd".

Le 2 juillet 1924, il épouse à Joliette, Estelle Guilbeault, fille du notaire Osias Guilbeault, de Joliette. De leur union naîtront quatre enfants.

Dès le début des années trente, il s'intéresse activement à la politique et fonde en 1930, l'Association des jeunes conseillers du comté de Joliette. En 1935, il quitte son emploi de machiniste pour s'orienter dans le domaine de l'assurance. A cette époque, il réside au 90 de la rue Lajoie à Joliette. Sa première tentative en politique date de 1935, il est candidat conservateur dans le comté de Joliette. Il sera toutefois défait par Lucien Dugas.

De nouveau candidat sous la bannière de l'Union Nationale, en 1936, il est élu représentant du comté de Joliette à l'Assemblée Législative le 17 août. Antonio Barrette sera successivement réélu en 1939, 1944, 1948, 1952 et 1956.

A la suite de son élection de 1944, le Premier Ministre, l'Honorable Maurice Duplessis le désigne titulaire du ministère du Travail en août 1944. Il conservera ce poste jusqu'en 1960. Le 7 janvier de cette année-là, il est désigné chef de son parti et Premier Ministre du Québec.

Son règne sera toutefois de courte durée puisqu'à l'élection du 22 juin 1960, son parti sera défait par les Libéraux de Jean Lesage. Antonio Barrette quitte la politique active en juillet 1960, deux ans avant la fin de son mandat. Il aura représenté son comté sans interruption pendant 24 ans.

En mars 1963, le Gouvernement du Canada le désigne ambassadeur du Canada en Grèce. Il occupera cette haute fonction diplomatique jusqu'en 1967.

L'Honorable Antonio Barrette décède à l'hôpital Notre-Dame de Montréal le 15 décembre 1968 et son inhumation a lieu dans sa ville natale où une imposante cérémonie religieuse rend hommage à ce grand homme de chez nous.

Pendant toute sa vie, l'Honorable Antonio Barrette a été une image de courage et de détermination. C'est avant tout un homme simple qui, par ses efforts soutenus, a su atteindre les plus hauts sommets de la carrière politique.

(Bibliographie: *Joliette 1864-1964, Canadian Parliamentary Guide*, 1960, *Registres de l'état civil, Joliette*, 1976, *Le bottin parlementaire*, 1962).

BARRETTE, J.-A.

BERTHIER	1911-1917	CAN.
BERTHIER-MASK.	1930-1935	CAN.

BARRETTE, Joseph-Arthur naît à St-Barthélemy, le 28 avril 1875, du mariage d'Edouard Barrette et de Rose-de-Lima Courtois. Il entreprend ses études à l'école du village puis s'inscrit

au Collège de L'Assomption en 1888. Il termine à cette institution en 1896. Cette même année, il entre à l'Université Laval de Montréal où il s'inscrit au cours du notariat. Il obtient son diplôme en 1899 puis ouvre un bureau à St-Barthélemy qu'il gardera jusqu'en 1945. En plus de sa profession de notaire, il est aussi agriculteur.

Le 10 septembre 1900, il épouse Corine Dugas de St-Barthélemy. Sa première femme étant décédée quelques années plus tard, soit le 16 janvier 1909, il épouse Mathilde Côté.

Sur la scène politique, il est élu lors de l'élection générale du 21 septembre 1911 comme député conservateur de la circonscription fédérale de Berthier. En 1930, il est de nouveau élu député du nouveau comté de Berthier-Maskinongé jusqu'à 1935.

Dans le domaine des affaires, il participe activement à plusieurs entreprises, soit comme président de la Minoterie de St-Barthélemy, président de la St. Lawrence Flour and Mills et directeur de la National Lime Corporation.

Il se retire de la pratique active du notariat en 1945 et décède à Montréal, le 27 avril 1952.

(Bibliographie: *Canadian Companion Guide*, 1930, *Hist. du collège de L'Assomption*, 1933, *Rep. des Mariages du comté de Berthier*, 1966, *Registres de l'Etat civil*, Joliette, *Canadian Parliamentary of Parliament*, 1968).

BASTIEN, C. (HON.)

BERTHIER

1927-1943

QUÉ.

BASTIEN, Cléophas naît à Saint-Gabriel de Brandon, le 1er septembre 1892, du mariage de Joseph Bastien, cultivateur et de Marie-Louise Déziel. Après ses études primaires à Saint-Gabriel, et au Collège de Berthier, il complète son cours classique. Par la suite, il s'inscrit à l'Ecole Normale Jacques-

Joliette en 1856. Il abandonne ses études en 1857 pour travailler comme conducteur de train. Après quelques années dans ce domaine, il s'installe à Saint-Jean-de-Matha où il dirige une scierie et fait le commerce du bois.

Le 21 octobre 1867, il épouse Philomène Courtois, institutrice de Joliette.

Maire de Saint-Jean-de-Matha de 1896 à 1898, il opte pour la politique fédérale l'année même de son élection à la mairie. A l'élection générale du 23 juin 1896, il est élu député libéral du comté de Joliette à la Chambre des Communes. Il sera réélu en 1900. Au terme de son deuxième mandat, il retourne à son commerce.

Il décède à Montréal, le 3 mars 1916 et est inhumé à Joliette le 6 mars suivant. Son frère, Louis avait représenté le comté de Joliette à la Législature provinciale de 1886 à 1891.

(Bibliographie: *Personals of the Senate and members of the House of Commons*, 1898, *Municipalité de Saint-Jean-de-Matha*, 1976, *Répertoire des mariages du comté de Joliette*, 1969, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976).

BAZINET, L.
1886-1891

JOLIETTE **QUÉ.**

BAZINET, Louis naît à Saint-Paul de Joliette, en juin 1846, du mariage de Joseph Bazinet et de Marie-Louise Trudeau. Après ses études primaires à Saint-Paul, il s'inscrit au Collège de Joliette en 1859. En 1863, il devient agriculteur à Saint-Charles-Borromée.

Le 29 septembre 1868, il épouse à Joliette, Marie-Emma Deblois. De 1875 à 1893, il est maire de Saint-Charles-Borromée.

A l'occasion du scrutin général du 14 octobre 1886, il est élu député libéral de Joliette à l'Assemblée Législative. Il

BEAUPRÉ, B.

LEINSTER

1816-1820

BAS-CAN.

BEAUPRÉ, Benjamin naît à L'Assomption, en 1780, du mariage de Louis Beaupré et de Marguerite Duhamel. A la suite de ses études à L'Assomption, il se porte acquéreur du commerce de l'ancien député François-Antoine Larocque à L'Assomption le 24 novembre 1803.

Benjamin Beaupré épouse à L'Assomption, Julie Mercier, le 10 septembre 1804. A la suite du décès de sa femme, il épouse en secondes noces, Charlotte Robillard de Saint-Sulpice, le 23 mars 1838.

Candidat du Parti "Canadien", il est élu député du comté de Leinster au Parlement du Bas-Canada, le 25 avril 1816. Il représentera son comté pendant un seul mandat puisqu'à l'élection de 1820, il est défait par Barthélemy Joliette. Cet échec mettra un terme à sa carrière politique.

Le 4 janvier 1827, il est nommé capitaine de milice du bataillon de Leinster. En 1832, il vend aux syndics du Collège de L'Assomption, le terrain où s'élèvera cette institution de grande renommée.

Benjamin Beaupré, notable important du bourg de L'Assomption, décède dans sa paroisse natale le 27 novembre 1842 et est inhumé à Saint-Sulpice.

(Bibliographie: *Histoire de l'Assomption*, 1967, *Histoire du collège de l'Assomption*, 1933, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Répertoire des mariages du comté de l'Assomption*, 1962).

BEAUSOLEIL, C.
1887-1899

BERTHIER **CAN.**

BEAUSOLEIL, Cléophas naît à Saint-Félix-de-Valois dans le comté de Joliette, le 19 juin 1845, du mariage de Joseph Beausoleil, cultivateur de cette paroisse et de Rose Ducharme. A Saint-Félix, il fait ses études primaires puis fréquente le Collège de Berthier de 1855 à 1857. Il complète son cours classique au collège de Joliette de 1857 à 1862. Au terme de ses études, il se lance dans le journalisme.

Après avoir travaillé à plusieurs journaux, Cléophas Beausoleil est rédacteur de l'Ordre en 1866. Tour à tour, il occupe les mêmes fonctions à l'Événement puis au Nouveau-Monde. En 1873, il fonde le Bien Public. Après plusieurs années de journalisme, il décide en 1876, de suivre son cours de droit à l'Université Laval de Québec. Il est admis à la pratique du droit en 1880.

Célibataire, Cléophas Beausoleil pratique le droit à Berthier et à Saint-Gabriel de Brandon. Il se porte candidat libéral à l'élection fédérale de 1887. Élu le 22 février 1887, il le sera en 1891 et par acclamation en 1896.

Parmi ses principales préoccupations, le projet de construction d'un chemin de fer de Montréal à Saint-Gabriel de Brandon fut certes sa plus grande réalisation. Il investit \$30,000 en 1888 dans ce projet et devient président de la "Cie de chemin de fer de Montréal et du Lac Maskinongé".

Conseiller de la ville de Montréal de 1882 à 1897, il est aussi conseiller politique de l'Honorable Honoré Mercier qui le sollicitait fortement à présenter sa candidature sur la scène provinciale. Cléophas Beausoleil résigne ses fonctions le 1er décembre 1899 pour accepter le poste de directeur des postes à Montréal. Il décède en fonction le 4 octobre 1904 et son inhumation a lieu au cimetière local de Saint-Gabriel de Brandon.

(Bibliographie: *La législation du Québec, 1891, Histoire de St-Gabriel de Brandon, 1917, Canadian Parliamentary Guide, 1898*).

BISSONNETTE, A.-B.
L'ASSOMPTION 1939-1942

QUÉ.

BISSONNETTE, A.-Bernard naît à Saint-Esprit dans le comté de Montcalm le 15 janvier 1898, du mariage de Pierre-Julien-Léonidas Bissonnette et de Juliette Lamarche. Son père avait été député de Montcalm de 1897 à 1908. Il commence ses études à Saint-Esprit puis s'inscrit au Collège de L'Assomption en 1909 où il termine son cours classique en 1917. A la fin de son cours, il fréquente la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il obtient sa licence en 1920.

Admis au Barreau en juillet 1920, il s'installe à L'Assomption. Il épouse en 1935, Jacqueline Masson.

Président du Collège de L'Assomption, Bernard Bissonnette fonde avec d'autres financiers la compagnie "L'Assomption Shoe" en 1935.

Candidat libéral à l'élection provinciale de 1939, il est élu le 25 octobre député de L'Assomption au Parlement de Québec. Dès le 20 février 1940, il devient président de l'Assemblée Législative jusqu'au 8 mai 1942, date de sa démission pour accéder à la magistrature comme juge à la Cour du Banc du Roi à Montréal. En 1955, il est nommé juge de la Cour d'Appel du Québec.

Parallèlement à sa fonction de magistrat, il enseigne le Droit constitutionnel à l'Université de Montréal. En 1955, il devient doyen de la faculté de Droit de la même université.

Résident d'Outremont depuis 1940, Bernard Bissonnette publie aux "Editions du Jour" en 1963 un "Essai sur la constitution du Canada". Fait CR le 10 janvier 1931, Bernard Bissonnette décède à Montréal, le 1er novembre 1964.

(Bibliographie: *Histoire de l'Assomption*, 1967, *Biographies Canadiennes-françaises*, 1940, *Barreau de la province de Québec*, 1976, *Dictionnaire Beauchemin*, 1968, *Canadian Parliamentary Guide*, 1942).

BISSONNETTE, P.-J.-L.
MONTCALM **1897-1908**

QUÉ.

BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas naît à Laprairie, le 25 février 1861, du mariage de Pierre Bissonnette et d'Esther Gélinau. Après ses études primaires, il poursuit ses études classiques sous la direction de professeurs privés. En 1883, il entre au "Victoria School of Medicine" de Montréal où il obtient sa licence en 1887.

Admis au Collège des médecins de la Province de Québec la même année, Pierre-Julien-Léonidas Bissonnette s'installe à Saint-Esprit où il pratique la médecine. Le 12 novembre 1889, il épouse à Saint-Roch de L'Achigan, Juliette Lamarche, fille du notaire Lamarche de Saint-Roch. De leur union naîtra en 1898, un fils, Bernard qui sera député de L'Assomption à la Législature du Québec de 1939 à 1944.

Gouverneur du Collège des médecins de la Province de Québec, il se lance en politique active en 1897. A l'élection générale du 11 mai 1897, il défait le candidat conservateur Azarie Mireault de Sainte-Marie-Salomé. Pierre-Julien-Léonidas Bissonnette est réélu aux scrutins de 1900 et de 1904 par acclamation.

De 1910 à 1914, il est régistrateur du Comté de Montcalm. Parallèlement, il fait partie de plusieurs associations de santé tel que le Bureau de Santé de la Province de Québec.

Pierre-Julien-Léonidas Bissonnette décède à Montréal le 10 mai 1914.

(Bibliographie: *Canadian Parliamentary Guide*, 1898, *La législature du Québec*, 1897, *Répertoire des mariages du comté de L'Assomption*, 1962, *Le collège des médecins du Québec*, 1976).

BRETON, M.

JOL.-L'ASS.-MONT. 1950-1958

CAN.

BRETON, Maurice naît à Joliette, le 15 août 1909, du mariage de Joseph Breton et de Marie-Anne Boivin. Après ses études primaires à Joliette il fréquente le collège de l'endroit de 1919 à 1929. Au terme de son cours classique, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal en 1929 où il obtient sa licence en 1932. Admis au barreau, en juillet de la même année, il pratique à Joliette.

Il épouse à Montréal, le 10 mai 1941, Jacqueline Dugas. De leur union naîtront 3 filles.

Candidat libéral à l'élection provinciale de 1948, il est défait par l'honorable Antonio Barrette. A la suite de cette défaite, il se présente candidat libéral au scrutin partiel du 3 octobre 1950 où il est élu par acclamation en remplacement de Georges-Émile Lapalme.

Me Maurice Breton est réélu en 1953 et 1957 représentant de la circonscription fédérale de Joliette-l'Assomption-Montcalm. Défait en 1958 par le conservateur Louis-Joseph Pigeon, il retourne à la pratique du Droit. En 1962, le Gouvernement le nomme juge de la Cour provinciale à Joliette.

Résidant sur la rue Bordeleau à Joliette, le juge Breton est toujours en fonction. Il est âgé de 68 ans.

(Bibliographie: *Archives de la Société historique de Joliette* 1976, *Le Barreau du Québec*, 1976, *Notes de M. le juge Maurice Breton*, Joliette, 1977).

CHARTRAND, V.-S.

L'ASSOMPTION 1944-1960

QUÉ.

CHARTRAND, Victor-Stanislas naît à Montréal, le 12 mars 1887, du mariage de Cléophas Chartrand et d'Anne Poisson-

Parizeau. A Montréal, après ses études primaires, il fréquente le Collège Mont-Saint-Louis où il termine son cours classique.

Le 3 mai 1910, il épouse à Saint-Hyacinthe, Joséphine Langelier. Leur union donnera naissance à 7 enfants.

Victor Chartrand s'établit à L'Epiphanie où il se lance dans l'industrie du tabac. Président de la Chambre de commerce locale il est aussi président et directeur-général de la Cie Forest de L'Epiphanie.

En 1944, il est candidat sous la bannière unioniste pour le comté de L'Assomption. Elu, le 8 août 1944, Victor Chartrand sera successivement réélu en 1948, contre Christian Roy de L'Assomption, puis en 1952 et en 1956. Au scrutin de 1960, il est déclaré élu mais suite à un recomptage judiciaire, il est défait par le libéral Frédéric Coiteux.

Maire de L'Epiphanie de 1951 à 1957, Victor-Stanislas Chartrand décède à L'Epiphanie, le 11 février 1966, à l'âge de 78 ans.

(Bibliographie: *Album centenaire de L'Epiphanie*, 1954, *Répertoire des mariages de St-Hyacinthe*, *Les biographies françaises d'Amérique*, 1950).

CHENEVERT, C.-A.

BERTHIER	1890-1892	QUÉ.
BERTHIER	1897-1904	QUÉ.

CHENEVERT, Cuthbert-Alphonse naît à Saint-Cuthbert dans le comté de Berthier, le 21 mai 1859, du mariage de Théophile Chenevert et de Mathilde Filteau. Après ses études à Saint-Cuthbert, il fréquente le Collège de L'Assomption de 1872 à 1878, puis celui des Jésuites à Montréal de 1872 à 1880 où il complète son cours classique. En 1880, il s'inscrit à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal où il obtient sa licence en 1883.

Admis au Barreau de la Province de Québec en janvier 1883, il pratique le Droit à Saint-Cuthbert et à Berthier.

Le 24 août 1884, il épouse Marie-Berthe-Valéry Rocher. A la suite du décès de celle-ci, il épouse en secondes noces Marie Melcher, membre de la famille propriétaire de la distillerie Melcher, à Saint-Cuthbert, le 12 mars 1907.

En 1888, il fonde la Gazette de Berthier qu'il dirige jusqu'en 1912.

Elu député provincial de Berthier, le 17 juin 1890, il est défait le 8 mars 1892 contre le conservateur Victor Allard. De nouveau candidat en 1897, il est élu et le sera en 1900, par acclamation.

En 1904, il quitte la politique active pour accepter la fonction de greffier-adjoint de la Cour d'Appel du Québec à Montréal. Cuthbert-Alphonse Chenevert décède à Berthier le 7 juillet 1920.

(Bibliographie: *La législature du Québec, 1897, Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Guide bibliographique Joliette-Lanaudière*, 1976).

CHEVRETTE, G.

JOL.-MONT.

1976-

QUÉ.

CHEVRETTE, Guy naît à Saint-Côme dans le comté de Joliette, le 10 janvier 1940, du mariage d'Adélarde Chevette et d'Annette Baillargeon. Guy Chevette débute ses études primaires à Saint-Côme où il termine en 1951. Cette même année, il entre au Séminaire de Joliette pour entreprendre son cours classique. Trois années plus tard, il passe au collège Montfort de Papineauville où il termine son classique en 1957. De 1957 à 1960, il fréquente l'Université de Sherbrooke où il obtient son brevet d'instituteur.

Il enseigne à la Commission scolaire régionale De

Lanaudière jusqu'en 1971 puis s'oriente vers le syndicalisme. Il devient membre du conseil d'administration de la C.E.Q. et en 1974 et 1975, il est 1er vice-président de cette centrale enseignante. Le 3 mai 1974, le gouvernement le désigne pour siéger à la Commission Cliche sur les libertés syndicales dans la construction.

Guy Chevrette épouse à la chapelle de la Cathédrale de Joliette, Lise Majeau, le 25 juillet 1964. De leur union naîtront deux garçons.

En janvier 1976, Guy Chevrette est élu candidat officiel du Parti Québécois pour la circonscription de Joliette-Montcalm en remplacement de Me Bernard Landry qui se présente dans Fabre. Au scrutin du 15 novembre 1976, il est élu député de Joliette-Montcalm et le 26 novembre suivant, nommé adjoint-parlementaire au ministre du Travail, M. Paul Couture.

Agé de 37 ans, Guy Chevrette réside à Saint-Paul de Joliette depuis 1969.

(Bibliographie: *Biographies des députés du Parti Québécois*, 1976, *Notes de M. Guy Chevrette*, Joliette, 1976).

COITEUX, F.

L'ASSOMPTION 1960-1966 QUÉ.

COITEUX, Frédéric naît à Repentigny, le 7 juin 1902, du mariage de Stanislas Coiteux et de Stéphanie Lafortune. Après ses études primaires dans son village natal, il s'inscrit au Collège de L'Assomption en 1916. A la suite du décès de son père, il doit abandonner ses études pour prendre la direction de la ferme. Agriculteur et administrateur, Frédéric Coiteux dirige sa ferme jusqu'en 1967.

Il épouse à L'Epiphanie, Robertine Amireault, le 29 septembre 1926. De leur union naîtront 10 enfants.

Très actif, Frédéric Coiteux fonde la Coopérative de L'Assomption et celle de Saint-Jacques en 1929. Pendant 16 ans, il est vice-président de l'Office des marchés de tabac du Québec. De 1940 à 1952, il préside la Commission scolaire de Repentigny.

Candidat libéral défait en 1956 dans le comté de L'Assomption, il est de nouveau sur les rangs en 1960. Elu député de L'Assomption à l'Assemblée Législative le 22 juin 1960, il remporte cette victoire à la suite d'un recomptage judiciaire qui lui donne 15 voix de majorité sur son adversaire Victor Chartrand. Réélu en 1962, il quitte la politique active au terme de son 2ème mandat.

Agé aujourd'hui de 75 ans, Frédéric Coiteux réside à L'Assomption depuis 1967.

(Bibliographie: *Histoire de L'Assomption*, 1967, *Bottin parlementaire*, 1962, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Notes de M. Frédéric Coiteux*, L'Assomption 1977).

COMTOIS, J.-R.

JOL.-L'ASS.-MONT. 1965-1968

CAN.

COMTOIS, Joseph Roland naît à Sainte-Julie dans le comté de Verchères, le 3 mars 1929, du mariage d'Arthur Comtois et d'Aurore Charlebois. Il fréquente l'Académie Saint-Georges de Longueuil puis poursuit ses études classiques au collège de cette ville. Il complète son cours au Collège Mont-Saint-Louis à Montréal. En 1950, il s'inscrit à l'Ecole Polytechnique de Montréal où il obtient en juin 1954 son diplôme d'ingénieur spécialisé en travaux publics et bâtiments.

Il épouse le 16 septembre 1950, Huguette Desrosiers de Saint-Pie de Bagot. De leur union naîtront quatre enfants.

Joseph-Roland Comtois s'installe à Repentigny. Il participe activement à son développement économique. Directeur de la

Juge de paix en 1857, Hyppolite Cornellier est élu, le 26 juin 1863, député conservateur du comté de Joliette au Parlement du Canada-Uni. Il défait le candidat libéral J. M. Melançon par la mince majorité de 62 voix. Au cours de son mandat, il appuie le projet de Confédération.

Sur la scène locale, il est maire de son village de 1870 à 1872. Avec l'avènement de la Confédération, il est nommé officier fédéral du département d'accises. Il occupera ce poste jusqu'à son décès survenu, le 21 mai 1887, à Sainte-Elisabeth.

(Bibliographie: *Joliette Illustré*, 1893, *Canada Directory*, 1857, *Histoire de Sainte-Elisabeth*, tome 2, 1972, *Registres de l'état civil*, Joliette, 1976, *Archives municipales de Ste-Elisabeth*, 1976).

COURTEAU, C.

LEINSTER

1824-1827

BAS-CAN.

LACHENAIE

1830-1838

BAS-CAN.

COURTEAU, Charles naît à Saint-Jean-Deschailions près de Québec, le 12 avril 1787, du mariage de Julien Courteau et de Marie-Anne Colle.

Vers 1818, il quitte sa région pour venir s'établir à Saint-Roch de L'Achigan où il épouse le 30 octobre 1819, Constance Bouchard de Québec. De leur union naîtront plusieurs enfants dont Charles-Eugène Napoléon qui sera médecin à Saint-Roch.

Candidat du "Parti Patriote" aux élections de 1824, Charles Courteau est élu député de Leinster le 25 août 1824. En 1827 il est défait par Julien Poirier de Saint-Jacques-de-L'Achigan par seulement 7 voix de majorité.

De nouveau candidat en 1830 dans la nouvelle circonscription de Lachenaie, Charles Courteau est élu à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada et réélu en 1834. Il conserve son siège jusqu'à l'abolition du Parlement à la suite des troubles de 1837-1838.

Grand patriote et partisan de Louis-Joseph Papineau, Charles Courteau décède à Saint-Roch de L'Achigan le 19 janvier 1846.

(Bibliographie: *Histoire de Saint-Jacques*, 1949, *Les Légendes du Portage*, 1975, *La milice du Bas-Canada, 1829-1830*, *Notes de Me Christian Roy*, Joliette, 1976, *Registres de l'état civil*, Joliette et Québec, 1976).

CUTHBERT, É.-O.

BERTHIER **1875-1887** **CAN.**

CUTHBERT, Edouard-Octavien naît au Manoir seigneurial de Berthier, le 3 décembre 1826, du mariage de James Cuthbert (fils) et de Louise-Anabel Cairn. Il commence ses études primaires à Berthier puis son cours classique au Collège de Chambly. Par la suite il fréquente l'Université McGill.

En 1849, il devient 3ème seigneur de Berthier et réside au manoir familial. Il épouse aux Trois-Rivières, le 1er décembre 1853, Marie Bostwick.

Président de la Société d'agriculture du comté de Berthier, Edouard-Octavien Cuthbert est maire de la ville de Berthier de 1868 à 1873 et de 1877 à 1878.

Défait aux élections provinciales de 1867 et de 1872, il s'oriente vers la politique fédérale où il est candidat au scrutin partiel du 27 février 1875. Cette élection fut rendue nécessaire par la nomination du docteur Paquet au Sénat. Elu député conservateur de Berthier, Edouard-Octavien Cuthbert est réélu en 1878 et en 1882. A ce dernier scrutin, sa majorité n'est que de 18 voix sur son adversaire libéral, Louis Sylvestre.

Au cours de son mandat, il prit une part active aux démarches pour l'obtention du chemin de fer de la rive nord.

Dernier seigneur de Berthier, Edouard-Octavien Cuthbert

décède, le 23 juillet 1890, à l'âge de 63 ans.

(Bibliographie: *Berthier, hier et aujourd'hui*, 1953, *Illustrated guide of the House of Commons*, 1885, *Histoire de Berthier*, 1889, *Le Courrier de Berthier* du 21 mars 1868).

CUTHBERT, J.

WARWICK

1796-1811

BAS-CAN.

CUTHBERT, James (fils) naît au Manoir seigneurial de Berthier, le 4 juin 1769, du mariage de James Cuthbert et de Catherine Cairn. Il fait ses études au Collège de Douai, (Département du Nord) en France.

James Cuthbert épouse à Saint-Cuthbert, Marie-Claire Fraser de Québec, le 5 janvier 1804. Suite au décès de sa femme, il épouse en secondes noces, à Berthier le 22 juin 1814, Marie-Louise-Anabel Cairn, de Louiseville. De cette seconde union naîtra en 1826, Edouard-Octavien Cuthbert qui sera député fédéral de Berthier de 1875 à 1887.

Fils d'une famille influente et riche, James Cuthbert se porte candidat aux premières élections parlementaires du pays en 1792. Il est défait par Pierre-Paul Margane de Lavaltrie. De nouveau sur les rangs en 1796, il est élu le 20 juillet, député du comté de Warwick et se range aussitôt dans le "Bloc Ministériel".

Sous-lieutenant de milice en 1795 puis lieutenant en 1797, James Cuthbert devient seigneur de Berthier au décès de son père en 1798. Réélu député de Warwick en 1800, 1804, 1808, 1809 et 1810, il démissionne de son siège pour accéder au Conseil Législatif en 1811. En 1813, il se retire du service militaire pour s'occuper activement de sa seigneurie ainsi que celle de Maskinongé dont il s'est porté acquéreur. De plus il est Grand-Voyer pour le district des Trois-Rivières. Aussi, depuis le 4 juin 1808, il est juge de paix pour le même district.

A l'abolition du Conseil Législatif en 1838, le Gouverneur le nomme au Conseil Spécial où il est président en 1838 puis membre jusqu'en 1841. Lors du vote de ce Conseil sur le projet de fusion du Haut et du Bas-Canada, James Cuthbert s'oppose fortement à cette union des deux territoires.

Il décède dans son manoir, le 4 mars 1849, à l'âge de 80 ans. Son frère Ross Cuthbert partage son siège de Warwick au Parlement du Bas-Canada de 1801 à 1820.

(Bibliographie: *Histoire de Berthier*, 1889, *B.R.H.*, *RHAF*, *Dictionnaire Lejeune*, 1931, *Berthier, hier et aujourd'hui*, 1953, *Album tricentenaire de Berthier*, 1972, *MSRC*, 1935, *Journal Le Canadien*, 1808).

CUTHBERT, R.

WARWICK	1800-1810	BAS-CAN.
WARWICK	1812-1816	BAS-CAN.
WARWICK	1820-1820	BAS-CAN.

CUTHBERT, Ross naît au Manoir de Berthier, le 17 février 1776, du mariage de James Cuthbert (fils) et de Catherine Cairn. Il débute ses études au Collège de Douai en France puis, à Philadelphie. Il obtient sa licence de Droit à Londres en Angleterre en 1803.

Seigneur de Lanoraye - d'Autray depuis 1797, Ross Cuthbert épouse à Philadelphie vers 1800, Emily Rush, fille du célèbre Dr. Rush, l'un des signataires de l'indépendance américaine. De leur union naîtront 4 filles et un garçon.

Homme influent et d'éducation supérieure, Ross Cuthbert entre en politique active en 1800. Elu député de Warwick le 28 juillet 1800, il siège avec son frère James à titre de représentant de cette circonscription et membre du "Bloc Ministériel". Ross Cuthbert est réélu aux scrutins de 1804, 1808 et 1809. En 1810, Louis Olivier, marchand de l'île Dupas lui enlève son siège de Warwick.